

## Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise, 1945-1980

Gilles Bourque

Numéro 20, 1993

Ethnicité et nationalismes. Nouveaux regards

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002191ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002191ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourque, G. (1993). Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise, 1945-1980. *Cahiers de recherche sociologique*, (20), 45-83. <https://doi.org/10.7202/1002191ar>

Résumé de l'article

L'analyse de la production sociologique au Québec, de 1945 à 1980, ne saurait être entreprise sans faire référence à la transformation des conditions générales d'énonciation qu'a connue la société québécoise durant cette période. On peut schématiquement regrouper cette sociographie en quatre courants distincts. Le premier, de 1945 à 1960, se donne comme un savoir critique de l'adaptation illustrant l'inadéquation de la référence au traditionalisme. Le début des années soixante marque le passage à la dominance d'une forme de la représentation présentant désormais le Québec comme une société politique. Une sociologie fonctionnelle de l'adaptation se développe dès lors, liée à la mise en place de l'État keynésien. Les années soixante-dix voient au contraire l'affirmation d'une sociologie de l'émancipation. Divisée en deux courants antagonistes, culturaliste et politiste, cette sociologie travaille à la redéfinition d'une société québécoise dorénavant soumise aux pleines déterminations de la modernité.

# Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise, 1945-1980\*

---

Gilles BOURQUE

Autant les épistémologues nous invitent à nous méfier de la "philosophie spontanée des savants<sup>1</sup>", autant l'auteur de cet article devra commencer par insister sur les limites auxquelles était nécessairement condamné un projet qu'il a accepté avec un brin d'inconscience. N'étant spécialiste ni en sociologie de la connaissance ni en sociologie des sciences, il apparaîtra à l'évidence qu'il pourrait mieux contrôler un domaine dont la familiarité lui aurait pourtant été d'un précieux secours<sup>2</sup>. Comble de légèreté, il s'avance sur ce terrain miné qu'il a lui-même parcouru. À l'écueil de l'incompétence relative s'ajoutent ainsi les risques inhérents à une réflexion trop étroitement liée à sa propre pratique. La tentation sera forte dès lors de survaloriser les approches du métier de sociologue qu'il a toujours privilégiées. Aussi devra-t-on lire les pages qui suivent en gardant en mémoire que l'auteur n'entend proposer ni une thèse globalisante ni un inventaire exhaustif de la sociographie québécoise des vingt dernières années. Il ne s'agira donc que de

---

\* Rédigé au cours de l'automne 1985 dans le cadre de la préparation d'un numéro sur la production sociologique québécoise, ce texte a été publié en anglais, en mai 1989, dans *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 23:3. Sa publication en langue française, parmi d'autres objectifs, le rendra plus facilement accessible aux francophones qui s'intéressent ou étudient les sociographies québécoise et canadienne. Cet article qui fut l'occasion d'un retour critique sur le savoir sociologique des années soixante et soixante-dix, et particulièrement sur la production marxiste, n'a pas été modifié. La problématique sur les rapports entre les représentations traditionnelle et moderne dans l'État libéral au Québec sera approfondie et en partie remaniée dans un ouvrage sur le discours politique dominant de 1944 à 1960 que l'auteur publiera en 1994 avec Jacques Beauchemin et Jules Duchastel. CRS remercie *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* qui a permis la reprodu ce texte dans sa version française.

<sup>1</sup> Voir entre autres, L. Althusser, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, Paris, Maspero, 1967.

<sup>2</sup> Pour contrer les effets les plus néfastes d'une telle carence, l'auteur s'est abondamment et librement inspiré des travaux de M. Fournier et G. Houle, "La sociologie québécoise et son objet: problématiques et débats", *Sociologie et sociétés*, vol. XII, 2, 1980.

pratiquer une lecture, parmi bien d'autres, de la production sociologique des dernières décennies<sup>3</sup>.

## 1 Prolégomènes

L'analyse de la production sociologique comme celle de toutes les sciences sociales ne saurait être minimalement satisfaisante sans qu'on la mette en rapport avec les conditions non discursives d'énonciation<sup>4</sup>. Aussi renverrons-nous fréquemment dans ce texte aux transformations de la structure sociale et des institutions, à celles de la forme de l'État et de la forme de régime, ainsi qu'aux rapports politiques entre les forces sociales. Mais nous insisterons davantage sur les conditions discursives d'énonciation.

Nous avancerons à ce propos que la production sociologique est déterminée par la représentation que la société se donne d'elle-même. On n'aura à convaincre personne que la sociographie est traversée par les différentes idéologies qui s'affrontent au sein d'une société. La sociologie québécoise n'échappe pas aux grands débats idéologiques opposant, depuis l'après-guerre, libéralisme, nationalisme et ouvriérisme. Nous nous attarderons cependant davantage à ce deuxième niveau des conditions discursives d'énonciation que constituent les formes générales de la représentation au sein d'une société. Nous poserons que les différentes idéologies s'organisent, se structurent et s'opposent à partir d'une matrice commune qui les détermine jusque dans leurs antagonismes les plus irréductibles. Cette matrice constitue en quelque sorte le cœur de la représentation de l'espace, de la temporalité, de la communauté et des rapports entre les acteurs, en même temps qu'elle propose une forme particulière de lecture de l'ensemble sociétal. Cette représentation demeure elle-même déterminée par la pluralité des conditions sociales d'énonciation et son analyse ne renvoie pas à une quelconque structure mentale qui viendrait surdéterminer unilatéralement les autres pratiques d'une société donnée<sup>5</sup>. Il n'en reste pas moins que ces formes générales de la représentation déterminent de façon décisive l'ensemble de la discursivité au sein d'une formation sociale. Nous avancerons ainsi la thèse que, de 1945 à 1960, l'ensemble des pratiques discursives au Québec sont tributaires de l'opposition entre la représentation traditionaliste et la représentation moderniste et, à partir de la

---

<sup>3</sup> L'analyse proposée dans cet article s'inspire de la problématique développée dans le cadre d'une recherche sur le discours politique duplessiste que l'auteur réalise en collaboration avec Jules Duchastel.

<sup>4</sup> Voir à ce propos M. Bakhtine, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Minuit, 1977.

<sup>5</sup> Notre position se distingue ainsi de celles qui ont été développées dans une perspective structuraliste par C. Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958. Les matrices de la représentation ne constituent pas davantage une épistémè au sens où M. Foucault employait ce concept dans *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966.

Révolution tranquille, soumises au plein déploiement de la représentation qui caractérise la société moderne.

Nous poserons que la sociologie comme discipline et l'ensemble de la sociographie, jusque dans ses courants les plus critiques, n'échappent pas aux déterminations de cette matrice que constituent les formes générales de la représentation. On a démontré depuis longtemps le rapport entre l'apparition des sciences sociales et la formation et la reproduction de la société bourgeoise<sup>6</sup>. De la même façon, l'analyse d'un corpus sociologique particulier renvoie à l'histoire spécifique des rapports sociaux et des formes de la représentation au sein d'une formation sociale (ou d'une région de cette formation sociale comme le Québec). Nous avancerons en conséquence que la sociologie, qui se donne comme un savoir critique, se développe en rapport avec l'ensemble des conditions sociales non discursives qui prévalent dans une société donnée et à partir des formes dominantes de la représentation qui s'y déploient, et qu'elle entretient des rapports contradictoires avec les idéologies qui s'y affirment.

Une telle position du problème implique le rejet de toute forme de positivisme et de théoricisme dans le domaine de la sociologie de la connaissance en général et dans celui de la sociologie des sciences sociales en particulier. À l'encontre des premiers travaux de Louis Althusser opposant de façon mécanique science et idéologie<sup>7</sup>, nous considérerons que toute production sociologique se développe sur fond de savoir<sup>8</sup> et ne peut en conséquence opérer de rupture absolue avec les idéologies. L'approche de la sociologie québécoise développée dans cet article refuse en même temps tout projet visant à conformer les sciences sociales au modèle des sciences physiques<sup>9</sup>. Bien que certains aspects de la critique positiviste de l'historicisme et de sa quête d'une totalité expressive soient pertinents, on ne saurait certes résoudre le problème consubstantiel à tout projet d'écriture en sciences sociales en le réduisant au seul dévoilement empirique de la singularité des phénomènes sociaux.

La sociologie et l'histoire sont, parmi les sciences sociales, les disciplines qui illustrent avec le plus de clarté l'illusion de la perspective positiviste. Elles se donnent en effet pour objet les deux axes fondamentaux de la forme dominante de la représentation dans la société moderne. L'historiographie restera toujours imbriquée dans cette représentation productiviste, au sens le plus large englobant tout le social, d'une temporalité essentiellement axée sur la transformation. De la même

---

<sup>6</sup> Voir M. Foucault, *ibid.*

<sup>7</sup> L. Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1966.

<sup>8</sup> Nous reprenons le concept de savoir des travaux de M. Foucault, qui le définit de la façon suivante: "Cet ensemble d'éléments, formé de manière régulière par une pratique discursive et qui sont indispensables à la constitution d'une science, bien qu'ils ne soient pas destinés nécessairement à lui donner lieu, on peut l'appeler *savoir* (*L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 238).

<sup>9</sup> K. Popper, *La misère de l'historicisme*, Paris, Plon, 1956.

façon, centrée sur l'analyse de l'espace social, la sociologie ne pourra jamais échapper à cette représentation d'une société qui s'autoproduit et cherche en elle-même le principe de sa totalisation, à l'encontre de toute perspective mythique ou religieuse. Voilà pourquoi l'histoire et la sociologie apparaîtront toujours comme les sciences sociales les plus précaires, puisqu'il leur est pour ainsi dire impossible de construire leur objet en évacuant le principe même de sa totalisation. La projection d'une temporalité axée sur la transformation et d'un espace social se produisant lui-même constitue sans doute l'aspect le plus déterminant de la matrice de la représentation dans la société moderne. Ces deux disciplines n'ont jamais pu et ne pourront jamais construire leur objet comme l'ont fait d'autres sciences sociales, en refoulant à la marge l'historicité et les rapports sociaux. Le problème apparaîtra peut-être encore avec plus de clarté dans le cas d'une sociologie et d'une histoire périphériques comme celles du Québec. La spécificité de leur objet les condamne pour ainsi dire à révéler ce que la mauvaise conscience et la fausse conscience positiviste s'acharnent à refouler.

Dans la société périphérique, on le sait, et particulièrement dans une société régionale comme celle du Québec, où se concentre une minorité nationale, se condensent un ensemble de contradictions que la science sociale a analysées à une multiplicité de niveaux. Nous insisterons ici sur ce seul problème qui n'est certes pas le moindre de la représentation qu'une telle société se donne d'elle-même. Nous avancerons que dans un tel espace dominé, caractérisé par un phénomène d'oppression nationale, la représentation de l'ensemble social pose perpétuellement problème. Durant de longues périodes, alors que se déploie le plus souvent une articulation particulière du mode de production capitaliste avec des formes de production précapitalistes dans l'agriculture, par exemple au Québec jusqu'en 1960, nous assistons à une opposition, dont la radicalité varie en fonction des conjonctures et de la transformation sociale, entre une forme de représentation traditionaliste de nature précapitaliste et une forme particulière de la représentation bourgeoise axée sur la production d'une société politique, ce que la sociologie saisit le plus souvent en termes d'affrontement entre la société moderne et la société traditionnelle. Dans un second temps, à partir de la Révolution tranquille par exemple, alors que l'ensemble des instances de la société bourgeoise se sont mises en place au sein de l'espace régional, c'est au cœur même de la représentation moderne que s'affirment des contradictions qui ne s'étaient posées jusque-là qu'en relative extériorité. La lutte portera désormais sur la capacité même, nous devrions dire sur le pouvoir effectif de définir et de représenter l'espace régional comme une société moderne distincte. Si nous avançons, sans qu'il soit possible d'élaborer davantage, que la société moderne trouve son unité dans un procès d'institutionnalisation politique qui pose l'État démocratique comme le lieu de condensation des rapports sociaux et la nation comme la communauté d'appartenance de l'ensemble des individus de la formation sociale, on comprendra que l'affirmation généralisée des rapports sociaux capitalistes de la société régionale engendre de multiples contradictions. C'est comme société politique et non plus comme société à dominante culturelle et religieuse que l'espace social régional cherchera maintenant à se représenter et comme une communauté nationale

politique (la nation québécoise) plutôt que comme une communauté nationale culturelle (la nation ou la race canadienne-française et catholique). Au cours des années soixante, on assistera ainsi au Québec à une tentative de reformulation de la représentation que la société régionale se donne d'elle-même. Si cette transformation ne manquera pas de poser problème à l'intérieur même de la société québécoise, elle suscitera les affrontements que l'on sait au sein du fédéralisme canadien, puisque cette redéfinition politico-nationale de l'espace régional menacera de faire éclater la société politique canadienne dans son ensemble.

Ce trop bref détour nous aura permis d'indiquer comment, dans la société périphérique, l'objet société lui-même et la représentation qui contribue à le produire fuient littéralement aussi bien pour les acteurs que pour les spécialistes des sciences sociales, soit que l'écart entre le monde représenté et les transformations sociales apparaisse de plus en plus insoutenable, soit que le procès de retraduction de la représentation et de la redéfinition de l'objet suscite un ensemble de contradictions socio-politiques et une multiplicité de problèmes théoriques et analytiques. Sociologues et historiens québécois travaillent ainsi sur un objet dont la représentation pose problème. Leurs travaux atteignent par le fait même le cœur des débats sociaux, ceux-là mêmes qui portent sur la production du sens sans lequel aucune société ne saurait apparaître dans sa spécificité.

Après un bref survol de la production sociologique avant 1960, je tenterai ainsi de montrer comment la sociologie des années soixante et soixante-dix peut être analysée en fonction des transformations de la représentation de la société québécoise. C'est dans le passage d'une représentation à dominante culturelle (traditionaliste) à une représentation à dominante politique (moderniste ou bourgeoise) que je saisirai l'essentiel de cette mutation qui s'inscrit elle-même, est-il besoin de le répéter, dans un processus plus large englobant le développement de l'industrialisation et du fordisme, la transition de la forme de l'État libérale à la forme keynésienne de l'État et l'apparition de nouvelles idéologies. Il s'agira donc de mettre la production sociologique en rapport avec les conditions discursives et non discursives d'énonciation prévalant au sein de la société québécoise.

## **2 La préhistoire: un savoir de la transition**

Je diviserai schématiquement l'histoire de la pensée sociologique au Québec en trois phases dont les deux dernières se chevauchent à partir du début des années soixante. La première, celle de la préhistoire de la sociologie, se caractérise par un savoir de la transition; la seconde s'affirme durant les années cinquante et soixante et développe un savoir de l'adaptation; la troisième, enfin, déterminée par l'ensemble des conditions sociales qui émergent à partir de la Révolution tranquille et qui dominent les années soixante-dix, élabore un savoir de l'émancipation.

La préhistoire de la sociologie est traditionnellement rattachée aux travaux de l'anthropologue Léon Gérin au début du siècle et à ceux d'Horace Miner et d'Everett

C. Hughes dans les années trente et quarante<sup>10</sup>. Leurs réflexions portent sur le milieu rural (Gérin et Miner) et semi-urbain (Hughes) et sur les transformations réelles ou potentielles de la société rurale canadienne-française. C'est donc aux effets de l'articulation du mode de production capitaliste et de la petite production patriarcale dans l'agriculture que s'intéressent ces auteurs et aux transformations des rapports sociaux engendrées par la dissolution progressive d'une petite production agricole de plus en plus dominée par des pratiques de marchandisation. Au début du siècle, l'anthropologue Léon Gérin décrit le milieu rural et déplore "le manque de patronage", c'est-à-dire l'absence d'entrepreneurs capitalistes permettant d'accélérer la croissance en employant la main-d'œuvre disponible. Dans les années trente, Horace Miner analyse les transformations d'une petite production agricole de plus en plus soumise aux effets dissolvants de rapports marchands de type capitaliste. Everett C. Hughes enfin, dans les années quarante, s'intéresse au contraire à l'histoire de la formation d'une petite ville industrielle. Il montre comment le milieu rural environnant sert de région ressource favorable au développement des rapports sociaux capitalistes (réservoir de main-d'œuvre et d'agents liés à la mise en place de la société capitaliste).

Ces travaux, d'une pertinence remarquable si l'on se reporte aux transformations réelles de la société québécoise durant cette période, ne s'en développent pas moins en relative extériorité. Léon Gérin, qui multiplie les conférences pour promouvoir le capitalisme au sein de la société canadienne-française, n'en demeure pas moins une voix plus que marginale parmi les historiens cléricaux et les "sociologues" chrétiens qui n'en finissent pas de réaffirmer la vocation rurale du Canada français et de répandre les préceptes de l'Église catholique dans le domaine social<sup>11</sup>. Bien que leurs travaux aient eu par la suite une influence déterminante, Miner et Hughes demeurent pour leur part des observateurs extérieurs dont la pratique et la problématique n'ont guère de liens avec la réalité sociale étudiée. Ces américains, s'inspirant plus ou moins directement d'une théorie développée à Chicago (celle de la *folk society*), font plutôt figure de spécialistes et d'académiciens considérant le milieu rural canadien-français comme un cas particulier, illustrant le phénomène qui se développe à l'échelle mondiale de l'articulation de la "société urbaine" et de la "société rurale"<sup>12</sup>.

Cette relative extériorité du savoir de la transition ne saurait étonner puisque les conditions sociales d'énonciation d'une pensée sociologique pleinement articulée n'existent pas encore. La sociologie ne s'est pas affirmée comme discipline et la

---

<sup>10</sup> L. Gérin, *Le type agricole et social des Canadiens, milieux agricoles de traditions françaises*, Montréal, Fides, 1948; E. C. Hughes, *French Canada in Transition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1943; H. Miner, "Le changement dans la culture rurale canadienne-française", dans M. Rioux et Y. Martin, *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

<sup>11</sup> M. Fournier et G. Houle, article cité, p. 25.

<sup>12</sup> Voir R. Redfield, "The Folk Society", *The American Journal of Sociology*, janvier 1947.

faculté des sciences sociales de l'Université Laval fondée par le père Lévesque dans les années trente ne prendra son véritable envol que dans l'après-guerre. Cette situation n'est évidemment pas sans rapport avec la prégnance encore significative des formes sociales précapitalistes dans le Québec d'alors. La réalité sociale demeure encore largement déterminée par un procès d'institutionnalisation socioculturel de type traditionnel au sein duquel l'Église catholique constitue la force sociale dominante. Même si l'on néglige et sous-estime le plus souvent l'effet corrosif d'un contre-procès d'ordre politique à dominante moderniste et bourgeoise qui s'articule principalement aux structures du régime fédéral, l'Église tient encore en ces années une place déterminante dans la production et la reproduction des appareils liés à l'organisation des rapports sociaux.

Or, la sociologie ne pouvait s'affirmer dans toute son ampleur au sein d'une réalité sociale encore largement soumise à un procès d'institutionnalisation traditionaliste qui fondait la représentation religieuse d'un monde entièrement défini par sa référence au passé et la reproduction d'un mode de vie agricole et patriarcale. Un tel procès d'institutionnalisation se matérialisait dans des appareils qui n'étaient en dernière analyse qu'un prolongement de la structure de l'Église catholique au sein desquels la sociologie, comme d'ailleurs toutes les sciences sociales, ne pouvait trouver une place importante. Le développement de ces disciplines était, en effet, lié à l'affirmation de rapports sociaux (capitalistes) et d'un procès d'institutionnalisation (politique) qui remettaient précisément en question l'ensemble des instances de la production de la société traditionnelle.

Le savoir de la transition, essentiellement attentif à ce nouveau monde à faire advenir, ne se développait cependant pas en vase clos. Il se présentait comme un savoir critique et corrosif. Quand Gérin appelle de tous ses vœux la formation en milieu rural d'une classe bourgeoise productrice d'emplois, c'est la dissolution de la petite production patriarcale qu'il souhaite plus ou moins consciemment. Quand Hughes, cette fois de façon non équivoque, affirme que la reproduction de la société rurale canadienne-française avait été assurée par la coprésence d'une économie capitaliste pouvant absorber le surplus de main-d'œuvre laissée pour compte par la petite production agricole, il renverse littéralement le paradigme agriculturiste pour qui le capitalisme est une menace.

Ce savoir critique n'en portait pas moins le poids de sa marginalité, car il restait pour ainsi dire enfermé dans les cadres mêmes de la représentation traditionnelle et de l'agriculturisme. La société canadienne-française apparaît encore dans ces travaux comme une société paysanne et si l'on montre bien qu'elle se transforme sous l'effet de la marchandisation et de l'industrialisation, on oublie que le Québec se présente déjà depuis longtemps comme une réalité sociale beaucoup plus complexe. Au moment où écrivent ces auteurs, la population québécoise est depuis un certain temps déjà majoritairement urbaine et un contre-procès d'institutionnalisation politique lié au développement du capitalisme s'y affirme progressivement. Ce contre-procès se déploie principalement dans les villes, bien sûr, mais on ne saurait négliger son effet jusque dans les milieux ruraux les plus



reculés, ne serait-ce que par l'intermédiaire de structures politiques du système parlementaire. On nous objectera sans doute que la théorie de la *folk society* rend précisément compte de ce phénomène en montrant comment la société paysanne est rattachée à la société urbaine par la présence d'agents dont la place est définie à partir de structures émanant de cette dernière (avocat, curé, député...). Mais, à vrai dire, ces considérations demeurent toutes descriptives et l'analyse n'arrive pas à rendre compte de la complexité même d'une société au sein de laquelle s'opposent, mais s'influencent en même temps, deux procès d'institutionnalisation antithétiques. Bref, la préhistoire de la sociologie ne peut saisir la société québécoise comme une totalité complexe et demeure soumise, même en la critiquant objectivement, à l'une des formes de la représentation qui contribue à la produire.

### 3 Le début de l'histoire et le savoir de l'adaptation

La sociologie et l'ensemble des sciences sociales ne se développent véritablement que dans l'après-guerre et principalement durant les années cinquante, quand elles deviennent des disciplines universitaires qui s'adresse à un large public étudiant et qui permette le progrès significatif de la recherche à l'Université Laval comme à l'Université de Montréal. Au cours de la première phase de son histoire, celle des années cinquante, la sociologie se donnera comme un savoir critique de l'adaptation qui se transformera, durant les années soixante, en un savoir fonctionnel.

De 1945 à 1960, on assiste à des mutations profondes au sein de la société québécoise. Sur le plan économique, l'accélération significative de l'industrialisation et l'affirmation du capital monopoliste accentuent la tendance à la dissolution de la petite production dans l'agriculture<sup>13</sup>. L'industrialisation bouleverse en même temps le mode de vie qui adopte de plus en plus les traits de la société de consommation. La structure sociale connaît en même temps des transformations importantes qui favorisent l'éclosion des forces directement liées au capitalisme (accélération de la prolétarianisation et radicalisation du mouvement ouvrier, formation de la nouvelle petite bourgeoisie, réorganisation des intérêts reliés au développement du capitalisme local et régional) et qui commencent à mettre en péril l'hégémonie des groupes sociaux qui assuraient l'exercice du pouvoir depuis le début de la Confédération (la petite bourgeoisie traditionnelle et le clergé)<sup>14</sup>. Sur le plan politique enfin, au Québec comme dans l'ensemble du Canada, les pressions se multiplient favorisant le passage de l'État libéral à l'État keynésien<sup>15</sup>. Le gouvernement de l'Union nationale, on le sait, opposera une

---

<sup>13</sup> G. Boismenu, *Le duplessisme*, Montréal, Boréal Express, 1981.

<sup>14</sup> D. Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

<sup>15</sup> G. Boismenu, *op. cit.*

résistance farouche à la réorganisation de la forme de l'État sous le couvert d'une lutte contre la centralisation<sup>16</sup>.

Les conditions discursives d'énonciation subissent elles-mêmes des mutations significatives dont on ne peut rendre compte qu'en rejetant d'emblée cette image qui perdure encore d'un divorce quasi absolu entre l'infrastructure et la superstructure. De l'après-guerre à la Révolution tranquille s'approfondit, au contraire, la contradiction entre les deux formes de la représentation, traditionaliste et moderniste, qui cohabitaient depuis les premières heures du processus de la mise en place de la démocratie représentative dans la vallée du Saint-Laurent. Cette contradiction devint à vrai dire de plus en plus insoutenable, car si dans l'État libéral une sorte de partage du monde était possible entre représentation moderne modelant la société politique et représentation traditionnelle enserrant la société civile, la réorganisation des rapports entre la société civile et la société politique qui caractérise l'État keynésien en train de se mettre en place au Canada savait les conditions mêmes de la reproduction d'une représentation dualiste de la société. La représentation traditionnelle était dès lors soumise à un double goulot d'étranglement sous l'effet de la transformation accélérée des rapports sociaux économiques et de la tendance de plus en plus impérieuse à l'affirmation de l'État keynésien.

Non seulement le pouvoir de l'Église sur la société civile commence-t-il à s'estomper<sup>17</sup>, mais l'inadéquation de la référence à la représentation traditionnelle devient de plus en plus manifeste. Cette ouverture sociétale à la mutation ne va pas sans une résistance coriace des instances du traditionalisme. Cette résistance peut être analysée aussi bien au niveau des appareils et des rapports de pouvoir qu'ils matérialisent, que dans l'ensemble de la production discursive de l'époque. On ne saurait cependant saisir ce phénomène comme un simple blocage par lequel la représentation traditionaliste empêcherait que ne se développe la représentation moderniste, condamnée à attendre le début des années soixante pour exploser comme par enchantement sous le seul poids des transformations dites matérielles. Au contraire, les quinze années d'après-guerre sont marquées par une transformation importante des pratiques discursives elles-mêmes, au sein desquelles la représentation moderne prend une place de plus en plus significative. Cet aiguisement des contradictions se vérifie dans tous les domaines de la production discursive. Pour ne pas trop nous éloigner de notre propos, nous ne prendrons que l'exemple du discours politique dominant la période, le discours duplessiste, qui s'organise autour du projet de "rester traditionnel et progressif"<sup>18</sup>. Cette formule saisissante du ministre des Finances de l'Union nationale illustre le dualisme qui

---

<sup>16</sup> H. Quinn, *The Union Nationale*, Toronto, University of Toronto Press, 1974.

<sup>17</sup> J. Hamelin et N. Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois, le XXe siècle*, tomes I et II, Montréal, Boréal Express, 1984.

<sup>18</sup> G. Bourque et J. Duchastel, "Restons traditionnels et progressifs". *Pour une nouvelle analyse du discours politique, le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal, 1988.

traverse le discours des années cinquante. Mais ce qui se donne ici comme une volonté de reconduction de la dualité de la représentation qui caractérisait depuis longtemps la société québécoise ne saurait résulter en dernière analyse que de l'affirmation de plus en plus nette de la représentation moderniste. Même d'un point de vue traditionnel, on ne peut d'ores et déjà plus saisir le monde de la société civile comme la chasse gardée de la représentation traditionnelle. Au contraire, on devra y concéder, sous la figure de l'idée du progrès, une présence de plus en plus active et de plus en plus encombrante de la représentation moderne. Cette apparente volonté de reconduction d'un dualisme plus que centenaire apparaît dès lors comme l'ultime tentative de résistance d'une représentation traditionnelle qui ne peut plus se maintenir qu'en concédant du terrain. Il ne s'agit plus de tolérer en marge d'une société politique réduite aux seuls appareils d'État une représentation suspecte, mais de reconnaître son existence et sa prégnance dans l'ensemble de la pratique sociale.

Le dualisme et l'accroissement des contradictions hantent tous les appareils et l'ensemble de la production discursive. On pourrait le démontrer au sein même de l'Église (l'affrontement entre les dominicains et les jésuites, le développement de l'Action catholique, la fondation de la faculté des sciences sociales de Laval par le père Georges-Henri Lévesque, etc.)<sup>19</sup>, mais nous nous attarderons à la place de la réflexion sociologique dans l'ensemble des sciences sociales. On constatera d'abord que les sciences sociales sont elles-mêmes traversées par ce dualisme qui se manifeste par une sorte de scission entre les disciplines relevant en dernière analyse des rapports que chacune entretient avec les représentations traditionnelles ou les représentations modernes et prenant la forme d'une opposition quasi radicale entre le social et le national. Les deux pôles de cette opposition sont tenus, d'une part, par l'histoire (et secondairement par l'économie) qui demeure dominée par le cléricanisme et la représentation traditionnelle et continue de célébrer la nation canadienne-française et catholique et, d'autre part, par la sociologie qui rejette le savoir du national et s'attache à l'analyse et à l'illustration d'une réalité sociale en pleine mutation vers le modernisme<sup>20</sup>. La première entretient des rapports manifestes avec l'idéologie nationaliste de type culturaliste (idéologie de conservation) et la seconde avec l'idéologie libérale (idéologie de rattrapage)<sup>21</sup>. Nous limiterons nos remarques à la sociologie.

La sociologie des années cinquante peut être considérée comme un savoir critique principalement centré sur la démonstration de l'inadéquation de la référence au traditionalisme. Sur le plan théorique, ce savoir reste dominé par les travaux de l'école de Chicago et l'on continue d'interroger la société québécoise à partir de la dialectique *urban-folk*. Mais il importe de souligner ici que l'on opère un véritable déplacement du questionnement. Il ne s'agira plus, à partir de la théorie de la *folk*

<sup>19</sup> Voir J. Hamelin et N. Gagnon, *op. cit.*

<sup>20</sup> Voir M. Fournier et G. Houle, article cité.

<sup>21</sup> M. Rioux, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", *Revue de l'Institut de sociologie*, no 1, 1968.

*society*, d'analyser les transformations de la société paysanne et de montrer comment le Québec change, contrairement aux idées reçues, mais de remettre en question directement et globalement la représentation traditionnelle et l'idéologie nationaliste qui s'y rattachait le plus directement. Jean-Charles Falardeau dénoncera ainsi "l'antinomie entre la civilisation urbaine et américaine et l'identité religieuse et culturelle du Canada français<sup>22</sup>". Il voudra "comprendre le Canada français en deçà de la théologie et au-delà des habitudes nationalistes<sup>23</sup>". Il ne s'agira donc plus, comme durant la préhistoire, de développer un savoir en quelque sorte paradoxal, à la marge des débats sociétaux, mais de s'attaquer directement à la représentation traditionnelle et à l'idéologie qui la définit le plus clairement. Le savoir sociologique intervient en ce lieu fondamental de la production d'une société pourtant en voie de dissolution. Il contribue de façon significative à déconstruire l'ensemble des instances posant cette dernière sous sa figure traditionnelle, canadienne-française et catholique et, en l'appelant de tous ses vœux, à faire advenir une représentation mieux adaptée à une société qui a déjà changé.

On peut saisir la sociologie de l'époque comme un travail discursif à un double niveau: la défense et l'illustration d'une réalité sociale transformée, d'une part, et la saisie de la société québécoise dans sa globalité, d'autre part. Ce double travail mènera à un savoir critique démontrant l'inadéquation de la référence au traditionalisme et proposant l'affirmation d'une représentation moderne mieux adaptée à la réalité contemporaine.

Au cours de ces premières années de l'histoire de la sociologie québécoise, on utilisera les méthodes et les techniques de recherche d'une discipline maintenant institutionnalisée dans l'appareil scolaire pour décrire les transformations sociales survenues au Québec sous l'effet de l'industrialisation. Plusieurs sociologues interviendront en même temps dans des publications para-académiques, soit dans une revue comme *Cité libre* (Falardeau, Rioux), soit dans des ouvrages comme *La grève de l'amiante*, dirigé par Pierre Elliott Trudeau<sup>24</sup>. C'est à titre de citoyens spécialistes que ces sociologues, se fondant sur des travaux illustrant les nouvelles réalités sociales et économiques, contestent l'idéologie de conservation cléricalo-nationaliste et s'appuient sur l'idéologie libérale du rattrapage favorisant l'adaptation du Québec aux réalités socio-politiques et culturelles de l'Amérique du Nord.

Les années cinquante sont aussi marquées par le premier grand débat de l'histoire de la sociologie québécoise. Si la production de la période continue à s'inspirer de la théorie de la *folk society*, il s'agira désormais non pas surtout de décrire le milieu rural canadien-français, mais de saisir la réalité sociale québécoise comme une totalité. Ce changement de perspective est manifeste dans les célèbres débats ouverts à l'Université de Montréal par Philippe Garigue qui s'interroge sur la

<sup>22</sup> M. Fournier et G. Houle, article cité, p. 30.

<sup>23</sup> *Idem.*

<sup>24</sup> P. E. Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante*, Montréal, Éditions du Jour, 1970.

pertinence de l'application de la théorie du continuum *folk-urban* à la société québécoise<sup>25</sup>. Garigue remet radicalement en question les travaux antérieurs en présentant, au contraire, la société québécoise depuis ses origines comme une croissance de la société urbaine. Marcel Rioux, critiquant Garigue, intervient dans le débat en développant une problématique qui aura des effets déterminants sur la production sociologique des années soixante. Il conteste les thèses de Garigue lui reprochant de tenter d'appréhender la société québécoise à partir d'un seul trait considéré comme une sorte de type idéal<sup>26</sup>. Pour Rioux, au contraire, une société doit être saisie comme une articulation de sous-cultures. C'est à partir de cette articulation que l'on doit rendre compte non seulement de la particularité de chaque sous-culture, mais aussi et surtout de la spécificité de la société globale. Le mot était lâché! Il ne s'agira plus d'analyser la réalité sociale québécoise comme une culture unanimiste dont on recherchait le secret dans le milieu rural ou dans le milieu urbain, mais de la poser dès le départ comme une totalité complexe mue par une dynamique qui lui est propre. En somme, en introduisant le concept de société globale inspiré des travaux de Georges Gurvitch<sup>27</sup>, Marcel Rioux pose pour la première fois le concept de société comme un objet sociologique au sens fort du terme. Le déplacement est capital, car la production sociologique se donne ainsi les moyens qui lui permettront de sortir définitivement des gangues de la représentation traditionnelle. Contre la représentation traditionnelle et l'idéologie de conservation, il ne s'agira plus de développer un savoir paradoxal illustrant les transformations qui, malgré tout, traversent le milieu rural ou de contester directement la pertinence du traditionalisme en montrant que la réalité sociale est devenue autre. Il faudra au contraire effectuer un saut qualitatif permettant de rompre avec tous les paramètres de la représentation traditionnelle en produisant, au sens strict, un nouvel objet sociologique. On ne partira plus, même si c'était pour le contester radicalement, d'un objet défini en termes culturalo-religieux et s'identifiant à un espace rural pan canadien (la société rurale canadienne-française et catholique), mais on considérera dorénavant l'espace Québec comme un objet sociologique complexe dont il faudra rechercher la cohérence et la dynamique. Nous sommes à l'aube des années soixante.

Nous avons donc considéré la production sociologique des années cinquante comme une contribution à un savoir critique de l'adaptation centré sur la démonstration de l'inadéquation de la référence au traditionalisme. Bien qu'orienté vers l'observation et la recherche empirique, ce savoir n'en demeure pas moins singulièrement abstrait quand il s'agit de cerner l'ensemble des conditions sociales qui permettraient d'opérer les transformations tant souhaitées. On s'en remet à une idéologie du rattrapage qui se contente de profiler le modèle de la société libérale

<sup>25</sup> P. Garigue, "Évolution et continuité dans la société rurale canadienne-française", dans M. Rioux et Y. Martin, *op.cit.*

<sup>26</sup> M. Rioux, "Notes sur le développement socio-culturel du Canada français", dans M. Rioux et Y. Martin, *ibid.*

<sup>27</sup> G. Gurvitch, "Le concept de structure sociale", *Cahiers internationaux de sociologie*, XIX, 1955.

nord-américaine, sans mesurer ni soupçonner les bouleversements profonds qu'un tel projet provoquera au sein de la société québécoise et du Canada dans son ensemble. La sociologie demeure pour ainsi dire coincée entre une représentation traditionnelle dont on peut aisément démontrer l'inadéquation et une représentation moderne dont on ne sait rendre compte que de façon relativement générale. On jongle avec les concepts de société paysanne, de société urbaine et de société globale sans mesurer l'ensemble des effets de l'évacuation de la représentation traditionnelle et du plein déploiement d'une représentation moderniste qui posera le Québec comme une société politique. L'adaptation, on le sait, posera plus de problèmes que l'on en devine et le moindre ne sera pas celui de la résurgence de la question nationale que l'on s'évertue pourtant à refouler dans les méandres du traditionalisme.

#### **4 Une sociologie nouvelle au sein d'une société pleinement politique**

Ce rapide survol des premières heures de la discipline nous permettra de faire ressortir de façon plus nette les plus importantes mutations qui surviennent dans la sociographie québécoise au cours des années soixante. Est-il besoin de souligner que la nouvelle écriture qui commence dès lors à se dessiner ne peut être valablement comprise sans qu'on la rapporte à ce phénomène social englobant qu'a été la Révolution tranquille. Je n'entends certes pas avancer ici une nouvelle interprétation de la Révolution tranquille qui viendrait s'ajouter à la multiplicité des thèses les plus diverses et les plus hétérogènes qui ont été proposées<sup>28</sup>. Je n'insisterai donc que sur les aspects du phénomène qui sont le plus directement reliés à notre objet d'étude.

La Révolution tranquille n'est à un premier niveau que la forme historique particulière qu'a prise l'affirmation pleine et entière de l'État keynésien dans l'espace politique provincial québécois. Le phénomène est donc intimement lié à la transformation de la forme de l'État moderne et il obéit aux mêmes déterminations générales qui, dans le reste du Canada comme dans l'ensemble des formations sociales capitalistes avancées, ont provoqué la redéfinition des règles de l'interventionnisme d'État et des rapports entre la société politique et la société civile, sous l'hégémonie du capital monopoliste. Au Québec cependant, l'affirmation de l'État keynésien provoquera des tensions telles que les structures mêmes du fédéralisme canadien seront menacées sous l'effet de la tendance à la

---

<sup>28</sup> L'analyse de la Révolution tranquille a donné lieu à un tel foisonnement de textes sous la forme d'articles, de thèses, de livres, qu'une bibliographie exhaustive prendrait sans doute plus d'une page de cette revue. Tout se passe comme si chaque sociologue digne de ce nom avait voulu apporter sa contribution et son interprétation. L'analyse de ces travaux mériterait à elle seule un long article. Pour prendre connaissance des différentes thèses, le lecteur pourra se référer aux différents essais cités ailleurs dans cet article.

politisation de l'ensemble des rapports sociaux qui caractérisent cette forme de l'État moderne. La Révolution tranquille marque aussi l'affirmation de la classe ouvrière sur la scène politique, où, pour la première fois dans l'histoire du Québec, elle jouera le rôle de classe appui. Au contraire, la classe agricole qui avait constitué la base sociale privilégiée du pouvoir au Québec ne tiendra dorénavant qu'une place secondaire dans les rapports politiques. Cette importance nouvelle de la classe ouvrière aura une influence décisive sur la nature des conflits sociaux et sur l'ensemble de la production discursive durant les années soixante et soixante-dix. La représentation de la société québécoise ne saurait dorénavant être pensable sans que l'on rende compte d'une façon ou d'une autre de la division qui traverse la société capitaliste. En même temps que la classe ouvrière, la nouvelle petite bourgeoisie deviendra une force sociale avec laquelle le pouvoir devra compter. Classe ressource du fonctionnarisme et de l'ensemble du secteur parapublic défini au sens le plus large, elle remplacera le clergé et la petite bourgeoisie traditionnelle dans les places reliées à l'exercice du pouvoir et au fonctionnement des appareils. C'est principalement dans cette classe que sera recruté l'essentiel de cette nouvelle génération d'intellectuels qui, pour la première fois dans l'histoire du Québec, sera largement dominée par des laïcs.

Nous avons insisté jusqu'ici sur trois phénomènes d'ordre sociopolitique plongeant leurs racines dans les transformations économiques survenues depuis l'après-guerre. Mais on ne saurait rendre compte de la Révolution tranquille dans sa globalité, comme d'ailleurs de chacun des aspects des transformations sociales sur lesquelles l'analyse nous amènerait à insister, sans faire bonne place aux profonds bouleversements des représentations qui surviennent en ce début des années soixante et qui continuent encore aujourd'hui à poser problème. La Révolution tranquille s'ouvre sur un constat, celui de la dissolution de la représentation traditionaliste et, si l'expression a malgré tout quelque validité, c'est à ce niveau qu'on peut employer le nom fort pompeux de révolution. Le Québec des années soixante sera désormais soumis à la pleine affirmation et au plein développement de la représentation que la société moderne se donne d'elle-même. On assistera dès lors à l'impérieuse nécessité de la réinterprétation d'un monde qui devra être redéfini à tous les niveaux de la matrice à partir de laquelle, nous l'avons avancé, se structurent la représentation et toutes les idéologies dans la société moderne (l'espace, la temporalité, la communauté et les rapports sociaux), réinterprétation qui devra en même temps produire une nouvelle lecture totalisante de l'espace social. On connaît les principaux paramètres de ce travail sur lequel s'acharnera l'ensemble de la production discursive: d'un espace ouvert sur la chrétienté pancanadienne, on glissera vers un espace circonscrit autour du territoire québécois; d'une temporalité homogène, répétitive et renvoyant à l'au-delà, on accédera à une temporalité sérielle essentiellement axée sur la transformation; contre une communauté définie en termes ethniques et culturalo-religieux, s'affirmera une communauté nationale représentée comme un sujet politique; les rapports sociaux jadis soumis à une interprétation fixiste et hiérarchique seront désormais appréhendés comme un ensemble ouvert à la mobilité, en même temps que traversé par une multiplicité de rapports de forces. Ce travail de redéfinition n'atteindra

cependant sa véritable dimension qu'avec la substitution de la lecture religieuse du Québec traditionnel par cette lecture tout aussi totalisante d'un nouveau monde entièrement défini en termes politiques.

La société québécoise se représentera dorénavant comme une société se produisant elle-même et non plus comme la résultante d'un projet entièrement défini dans l'au-delà. Elle cherchera son unité dans l'État sous l'effet d'un procès d'institutionnalisation politique, de telle sorte que l'État comme support matériel et la nation comme sujet deviendront les points nodaux de la production discursive.

La société québécoise sera représentée d'abord et avant tout comme une société politique et soumise à l'entière détermination de la représentation que la société moderne se donne d'elle-même. Les différentes idéologies qui s'affronteront dans l'espace Québec à partir des années soixante, même les plus critiques face aux rapports sociaux capitalistes, seront déterminées par cette nouvelle matrice modelant l'ensemble de la discursivité. Néo-nationalisme, technocratisme, libéralisme, ouvriérisme, tout en s'interpénétrant à de multiples niveaux, seront communément orientés vers la production de la société québécoise comme société politique. La sociologie et l'ensemble des sciences sociales n'y échapperont pas.

## 5 Une sociologie fonctionnelle de l'adaptation

La sociographie ne pouvait à vrai dire se soustraire à la mutation profonde des représentations qui a eu lieu au début des années soixante. Mais la rupture ne sembla pas, au départ, aussi radicale que l'on aurait pu s'y attendre. La sociologie continua d'être orientée vers la production d'un savoir de l'adaptation essentiellement axé sur le rattrapage des sociétés nord-américaines. La sociologie du début des années soixante se situe donc dans la même "problématique" générale que celle des années cinquante. La pratique sociologique effective qui s'est affirmée à partir de cette même "intention" a démontré cependant assez rapidement que la parenté entre ces deux époques de la sociologie québécoise était toute relative.

Nous étions engagés dans une nouvelle phase qui a transformé de façon significative le savoir sociologique de l'adaptation. À l'encontre d'un savoir critique axé sur la démonstration de l'inadéquation de la référence au traditionalisme, nous avons assisté à la production d'un savoir fonctionnel et "positif" de l'adaptation. Tout s'est passé comme si, sous les effluves provoqués par la Révolution tranquille, le savoir sociologique de l'adaptation trouvait enfin son véritable terrain. Il ne s'agissait plus d'appeler des transformations au visage encore flou, mais de contribuer à la reconstruction du monde. Cette contribution, la sociologie allait facilement la trouver dans la production d'un savoir sociopolitique relié à la mise en place de l'État keynésien au Québec.

Une histoire attentive et minutieusement documentée reste à vrai dire encore à faire de cette formidable mobilisation de la sociologie comme discipline et des



sociologues comme experts des populations dans le procès de l'affirmation pleine et entière de la société politique au Québec. Cette étude devra cependant être patiente, car le savoir fonctionnel de l'adaptation n'a produit que peu d'ouvrages accessibles à un large public, sinon à travers les publications des appareils bureaucratiques. Cette production prend la forme de prédilection du rapport de recherche et non celle d'articles ou de livres publiés par des maisons d'édition universitaires ou para-universitaires. Malgré l'absence d'une histoire détaillée, il n'en est pas moins possible de faire ressortir à grands traits les principaux aspects d'un savoir multiforme qui engage aussi bien la discipline que le sociologue.

Le savoir fonctionnel de l'adaptation contribua d'abord de façon significative à la réorganisation des appareils d'État. On pense bien sûr à la création du ministère de l'Éducation et à la participation de Guy Rocher à la Commission Parent<sup>29</sup>. Notons en même temps les travaux sociologiques qui inspirèrent la réorganisation de l'ensemble du domaine des affaires sociales dans le cadre de la Commission Castonguay-Nepveu<sup>30</sup>. Cette contribution à la création de nouveaux appareils d'État était évidemment reliée à l'élaboration d'un savoir socio-politique de l'intégration des individus et des groupes sociaux. À ce titre, le sociologue devient expert en gestion des populations. On connaît l'aventure qu'a constituée le BAEQ (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec) pour nombre de jeunes sociologues mobilisés pour apporter aux habitants de la périphérie les vertus de l'État-providence et gérer les effets sociaux des transferts de populations devant favoriser la croissance<sup>31</sup>. Les vagues contradictoires de l'animation sociale dans les quartiers défavorisés des grandes villes et de la psychologie sociale, tout attentive à atténuer les conflits surgissant au sein des différents groupes sociaux sous l'effet de la Révolution tranquille, participent elles-mêmes de cette nouvelle compétence conférée aux sociologues dans une société en pleine mutation. Cette compétence qui s'abreuvait allègrement à l'idéologie de la participation suscita dans les milieux universitaires le développement de l'instrumentation méthodologique nécessaire à l'analyse des populations. La méthodologie et la technique d'enquête devinrent une partie importante de la formation de sociologue. Les premières maisons de sondages devinrent ainsi un débouché important pour les étudiants en sociologie<sup>32</sup>.

---

<sup>29</sup> La Commission Parent avait le mandat d'étudier le système d'éducation sous le gouvernement libéral au début des années soixante. Elle recommandera la création d'un ministère de l'Éducation. Le clergé perdra ainsi sa prépondérance au sein du système scolaire.

<sup>30</sup> La Commission Castonguay-Nepveu était chargée d'étudier l'ensemble du système de la sécurité sociale au Québec. Ses recommandations constitueront la base de la réorganisation complète de l'intervention de l'État dans le domaine social au début des années soixante-dix.

<sup>31</sup> Le Bureau d'aménagement de l'est du Québec est créé par le gouvernement libéral dans le but de planifier la croissance dans les régions défavorisées du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. L'expérience sera un échec.

<sup>32</sup> Le Centre de sondage de l'Université de Montréal et des maisons privées comme CROP et SORECOM naîtront de ce mouvement.

La statistique contribua dès lors à la formation d'une véritable opinion publique québécoise en tirant ses lettres de noblesse des succès qu'elle avait obtenu dans le domaine du sondage électoral et de l'opinion politique au sens large. Un public québécois se constitua alors sans presque s'en rendre compte en prenant connaissance du pourcentage de citoyens de la province qui favorisaient l'indépendance du Québec. Un territoire, un État et des points de vue dans l'opinion: l'objectivité statisticienne laissait à peine soupçonner qu'elle produisait elle-même le cadre social de sa propre transparence.

La sociologie fonctionnelle de l'adaptation participa enfin à la formation du personnel bureaucratique qui s'accroît avec la mise en place de l'État keynésien. De multiples carrières dans les secteurs public et parapublic s'ouvrirent aux jeunes sociologues, comme d'ailleurs à l'ensemble des étudiants frais émoulus des universités. Un personnel laïque lié à la bureaucratisation et à la politisation élargie des rapports sociaux se forma, en effet, de façon accélérée et remplaça le clergé dans un nombre important de secteurs afférents à la reproduction et au contrôle des populations. La sociologie comme discipline productrice d'un nouveau savoir à dominante sociopolitique contribua de façon significative à l'apparition et à la formation de ce nouveau personnel. Les différents ministères et les différents organismes parapublics furent littéralement envahis par une armée de jeunes sociologues experts dans la description et l'organisation des populations. La sociologie concourut ainsi de façon significative à la formation d'une bureaucratie intermédiaire qui "décléricalisa" le rapport entre l'État et les citoyens québécois. Comment ne pas souligner de plus que cette discipline forma plusieurs individus qui allaient bientôt occuper les sommets de l'État à titre de haut fonctionnaire ou de dirigeant d'organisme parapublic. Un nombre significatif de ceux qui s'engagèrent dès lors dans une carrière liée à la direction de l'appareil d'État défini au sens large s'étaient d'abord donné une formation sociologique. Ils comptent parmi les architectes les plus influents de la société politique bureaucratisée qui s'imposa au Québec dans les années soixante.

Contribution à la création des appareils d'État et à l'augmentation de son personnel, mise au point d'une instrumentation méthodologique et technique liée à l'observation<sup>33</sup> et au contrôle des populations, tels sont sans doute les trois effets principaux de la sociologie fonctionnelle de l'adaptation qui s'affirma au Québec durant les années soixante. Ce nouveau type de savoir a été dominé, on le sait, par le fonctionnalisme et le structuro-fonctionnalisme. Bien qu'elle ne s'y réduise pas, l'œuvre de Guy Rocher formule le mieux les fondements théoriques de ce savoir. Ses introductions à la sociologie et à l'œuvre de Talcott Parsons constituent sans aucun doute les travaux théoriques majeurs d'une sociologie qui s'affirma dans les années soixante, mais qui n'en continua pas moins à tenir une place significative

---

<sup>33</sup> Sur le plan de la recherche empirique, notons l'importante étude de G. Fortin et M. A. Tremblay, *Les comportements économiques de la famille canadienne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.

jusque dans les années quatre-vingt<sup>34</sup>. Bien qu'elle parle abondamment de valeurs et de transformations, cette sociologie demeure fonctionnelle au sens le plus fort en ce qu'elle ne vise essentiellement que l'adaptation aux valeurs nouvelles. Elle décrit, appelle et favorise l'adaptation des populations à une totalité construite, une totalité certes nouvelle, mais dont les principes ne font pas problème. Une telle sociologie propose l'adaptation à une société transformée par la Révolution tranquille et l'affirmation pleine et entière de la représentation moderne; elle développe un savoir axé sur l'intégration sociopolitique des individus et des groupes sociaux. Le savoir fonctionnel de l'adaptation ne pose donc pas le problème des valeurs au sens où les nouvelles valeurs de la société québécoise sont en dernière analyse acceptées sans critique<sup>35</sup>. Cette sociologie fonctionne en un temps nouveau, appelé depuis si longtemps qu'elle ne semble pas soupçonner les contradictions qui ne manqueront pas de se développer.

## 6 Un savoir divisé de l'émancipation

Le savoir sociologique de l'adaptation, qu'il ait été critique durant les années cinquante ou fonctionnel durant les années soixante, n'en aura pas moins toujours éludé la question des contradictions nouvelles issues de l'affirmation élargie de la représentation moderne au sein de la société québécoise. Difficilement perceptibles durant les années cinquante et sans doute trop récents aux débuts des années soixante, les problèmes nouveaux nés du bouleversement des représentations ne pouvaient sans doute être saisis avant que ne se développent les antagonismes sociaux engendrés par l'affirmation d'une société politique associée à l'espace Québec.

La sociologie nouvelle qui apparaîtra dans la deuxième moitié des années soixante, mais qui ne s'affirmera dans toute son ampleur que durant les années soixante-dix, ne pourra au contraire éluder la question centrale qui traversera l'ensemble de la production discursive. La sociologie sera dès lors obsédée par le problème posé par l'évacuation de la représentation traditionnelle et l'affirmation de la représentation moderne et du procès d'institutionnalisation politique de la société québécoise. Si le savoir critique de l'adaptation portait, durant les années cinquante, sur l'inadéquation de la référence au traditionalisme, la sociologie nouvelle abordera les questions surgissant de la nécessité de la redéfinition de la société québécoise. Un retour sur le discours des années soixante et soixante-dix démontre que ces problèmes ne se réduisaient pas à l'adaptation à de nouvelles valeurs, mais qu'ils engageaient l'ensemble de la production du sens. Il s'agissait dès lors de produire

<sup>34</sup> G. Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, Hurtubise HMH, 1968, trois tomes; *Talcott Parsons et la sociologie américaine*, Paris, Presses universitaires de France, 1972. Bien que Rocher s'y inspire en même temps du courant culturaliste son essai *Le Québec en mutation*, (Montréal, Hurtubise HMH, 1973) est lagement déterminé par la sociologie fonctionnelle de l'adaptation.

<sup>35</sup> Voir à ce propos J. Habermas, *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976.

une société particulière sous l'effet de l'affirmation pleine et entière des rapports sociaux capitalistes et de la représentation moderne. Il n'était plus question d'adapter les anciens aux modernes, mais de définir les cadres sociaux particuliers de la modernité.

Il devenait impérieux de redéfinir une société à partir d'une matrice radicalement transformée produisant une lecture totalement différente de l'univers social. Une communauté politique et nationale (les Québécois) allait surgir dans un espace plus restreint, mais plus affirmé (le Québec). Une temporalité historique d'ordre politico-national allait appuyer le mouvement de redéfinition de cette communauté nouvelle que l'on découvrira pourtant elle-même traversée par un ensemble de rapports de forces ne trouvant leur véritable dimension qu'au niveau politique. Bref, la sociologie comme l'ensemble des sciences sociales s'acharnèrent dès lors à produire l'objet Québec et la société politique québécoise.

Deux courants antagonistes s'affirmèrent dans ce mouvement de redéfinition de la société québécoise: l'un, "culturaliste", voulait saisir l'objet Québec par le prisme unificateur de la culture; l'autre, "politiste", s'attachait au dévoilement des contradictions qui traversent un univers social qui n'en était pas moins appréhendé dans un espace national et québécois. Malgré l'importance des antagonismes qui les opposent et sans minimiser la distance qui les sépare, nous insisterons d'abord sur les caractéristiques qui sont communes aux deux courants, le plus souvent aveugles à la communauté de la matrice qui détermine leurs productions respectives. Ils répondent en somme différemment aux mêmes questions et, au niveau où nous nous situons actuellement, l'unité paraît tout aussi déterminante que les oppositions. Tout comme le savoir fonctionnel de l'adaptation avait été étroitement relié à la mise en place de l'État keynésien, les deux courants de la sociologie nouvelle s'inscrivent dans la matrice de la représentation moderne. Mais ce qui avait été considéré comme une totalité construite à laquelle les individus et les groupes n'avaient qu'à s'adapter sera désormais un problème: celui de la redéfinition de la société québécoise comme société politique. Culturalisme et politisme participeront donc à un mouvement généralisé qui engage l'ensemble de la réflexion sociologique au Québec depuis le milieu des années soixante. Ce travail de redéfinition, on peut maintenant s'en rendre compte avec plus de clarté, engage aussi bien l'appréhension de l'espace, du temps, de la communauté et des rapports sociaux que la représentation globale de la société.

Comment ne pas constater d'abord, au niveau le plus général, cette commune application et ce commun acharnement à produire l'objet Québec. Qu'on les saisisse comme société globale ou comme formation sociale, ce sont bien le Québec comme espace et la communauté nationale comme sujet politique qui obséderont littéralement la sociologie à partir du milieu des années soixante. L'objet Québec y est représenté comme société politique et comme société nationale. La seule énumération des titres des principaux essais qui ont depuis lors proliféré permet d'illustrer cette sorte d'unanimité qui relie les antagonismes les plus irréductibles: *La question du Québec, La vigile du Québec, Le Québec en*

*mutation, Le Québec, la question nationale, Production de l'État et forme de la nation, Démocratie et nation*<sup>36</sup>. On ne saurait être plus clair: il s'agit de définir un espace, le Québec, et une communauté, la nation québécoise, considérés comme les axes fondamentaux de la production d'une société politique.

La nouvelle sociologie se donnera dès lors comme un lieu privilégié de la production d'un savoir du national. On assiste à une tentative de réconciliation du social et du national qui, nous l'avons souligné, avaient été considérés comme deux entités séparées, sinon antagonistes, par la sociologie des années cinquante. Cette volonté de réconciliation provoquera d'importants bouleversements dans le champ des sciences humaines. Durant les années cinquante, rappelons-le, s'opère une sorte de division du travail, la sociologie s'appropriant l'analyse du social, l'histoire (et secondairement l'économie) se consacrant à l'illustration du national. Durant les années soixante et soixante-dix cependant, la sociologie remplacera l'histoire à titre de discipline et de lieu privilégiés de la définition et de la théorisation du national.

Les travaux de l'historien Maurice Séguin et du sociologue Marcel Rioux peuvent être considérés comme les chevilles ouvrières de ce passage. L'œuvre de Maurice Séguin est fondée sur le postulat du nécessaire affrontement de deux nations au sein d'un même État et sur celui de la domination inéluctable de l'une par l'autre, la nation minoritaire subissant "l'oppression essentielle"<sup>37</sup>. Posant le primat du politique dans l'analyse de la question nationale, il soutient que la nation majoritaire s'emparera nécessairement de l'État et tendra à assimiler la nation dominée. Élaborant succinctement une théorie générale de l'histoire enfin, il présentera la totalité sociale comme une articulation de trois niveaux, l'économique, le politique et le culturel, placés sous la dominance ultime des rapports politiques. On peut le constater, malgré les critiques que ne manquera de susciter une telle approche, les travaux de Maurice Séguin proposent une vision résolument moderniste de l'histoire qui rompt définitivement avec le cléricisme et le traditionalisme qui dominaient jusqu'alors l'historiographie. L'œuvre de Maurice Séguin propose une lecture politique de l'histoire du Québec: fondée sur une théorie générale et macrohistorique directement inspirée de la séparation des sphères propres à la mise en place de la société bourgeoise, elle présente le Québec comme une société politique et une société nationale. Les travaux de cet historien eurent une influence capitale, mais souvent méconnue, dans toutes les sciences sociales.

---

<sup>36</sup> M. Rioux, *La question du Québec*, Paris, Seghers, 1969; F. Dumont, *La vigile du Québec. Octobre 1970: l'impasse*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971; G. Rocher, *Le Québec en mutation*, op. cit., G. Bourque et A. Légaré, *Le Québec, la question nationale*, Paris, Maspero, 1979; N. Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978; J. Mascotto et P.-Y. Soucy, *Démocratie et nation*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1980.

<sup>37</sup> Les travaux de Maurice Séguin n'ont connu qu'une diffusion tardive et plusieurs n'ont pas été publiés, bien que son enseignement eût une influence considérable. Voir entre autres, *L'idée d'indépendance au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1977. Voir aussi R. Comeau (dir.), *Maurice Séguin, historien au pays québécois*, Montréal, VLB, 1987.

Son œuvre peut être considérée comme l'un des fondements principaux de l'affirmation de la dominance du savoir du national dans toutes les disciplines durant les années soixante et soixante-dix. Mais elle représente en même temps le dernier effort systématique et pleinement déployé de définition et de théorisation du national dans la production historiographique des vingt dernières années. Les travaux de Maurice Séguin eurent, bien sûr, une influence déterminante et généralisée sur l'écriture de l'histoire du Québec, mais c'est la sociologie qui s'imposera désormais comme discipline maîtresse de la définition du national. Les principales contributions théoriques dans l'étude de la question nationale seront maintenant l'œuvre de sociologues: Marcel Rioux, Fernand Dumont, Gilles Bourque, Nicole Laurin-Frenette, Jacques Mascotto, Michel Freitag<sup>38</sup>. Comme nous le verrons plus bas, les travaux de Marcel Rioux peuvent être considérés comme un lieu déterminant de ce passage de l'histoire à la sociologie.

S'imposant comme le lieu privilégié de la production du savoir du national, la sociologie se posera en même temps et résolument comme macro-sociologie. Bien que l'approche macro-sociologique n'ait pas été complètement absente du savoir fonctionnel de l'adaptation, elle n'y apparaissait somme toute que comme cadre général peu questionné à partir duquel pouvait s'opérer l'analyse à dominante micro-sociologique des individus et des groupes. Au contraire, à travers l'approche macro-sociologique, la nouvelle sociographie voudra scruter et questionner les principes mêmes de la totalité. Dans le courant culturaliste comme dans le courant politiste, tout phénomène social ne trouve sa pertinence que pour autant qu'il soit resitué dans l'ensemble de la totalité sociale. C'est dans la "totalité complexe à dominante"<sup>39</sup> ou dans la culture subsumant toutes les pratiques sociales que les deux courants rechercheront le "secret caché" d'une réalité sociale si mouvante qu'on ne saurait la comprendre sans débusquer les principes mêmes de sa construction. Le Québec comme totalité devient l'obsession première de la nouvelle sociologie.

Savoir du national, la sociologie de l'après-Révolution tranquille se donnera en même temps comme un savoir de l'émancipation. Bien qu'il ne s'agisse nullement de présenter cette dernière caractéristique comme le simple effet mécanique de la modernité, on ne saurait nier les rapports entre les influences nationalistes et indépendantistes aisément repérables dans les textes sociologiques de l'époque et cette matrice de la discursivité redéfinissant le Québec comme une société politique se produisant elle-même. La sociologie redécouvre la communauté nationale en même temps que s'affirme une véritable passion pour la sociologie historique.

---

<sup>38</sup> M. Rioux et J. Dofny, "Les classes sociales au Canada français", *Revue française de sociologie*, IV, no 3, 1962; F. Dumont, "Mouvements nationaux et régionaux aujourd'hui", *Cahiers internationaux de sociologie*, LXVI, 1979; G. Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977; N. Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, *op. cit.*; J. Mascotto et P.-Y. Soucy, *Démocratie et nation*, *op. cit.*; M. Freitag, *Une théorie pour la nation*, texte ronéotypé, département de sociologie, Université du Québec à Montréal.

<sup>39</sup> L. Althusser, *Pour Marx*, *op. cit.*

Largement dominée par une conception de la temporalité essentiellement axée sur la transformation (contrairement au fixisme passéiste du traditionalisme), cette sociologie historique contribue à produire une mémoire historique centrée en grande partie sur la nation comme sujet politique à libérer. Il ne s'agit pas, répétons-le, de réduire cette propension émancipatoire de toute une sociologie à la simple dimension d'un décalque de la représentation moderne et de l'idéologie nationaliste, mais d'indiquer ce fait incontournable qu'une telle sociologie ne pouvait naître et surtout s'affirmer aussi largement sans le bouleversement profond de la représentation qui se réalise dans les années soixante au sein d'une société appelée à s'autoproduire.

On ne saurait enfin rendre compte des principales caractéristiques de la sociologie de l'émancipation sans oublier qu'elle se présente en même temps comme un savoir divisé de la division. L'unanimité relative des débuts de l'histoire de la sociologie disparaît dans le mouvement même de l'affirmation de la sociologie de l'émancipation. Séparée elle-même en deux courants nettement antagonistes, le culturalisme et le politisme, elle s'oppose en même temps à la sociologie fonctionnelle de l'adaptation. Certes l'unanimité avait déjà commencé à s'effriter à la fin des années cinquante, au moment du débat sur la *folk society*, mais la nature de la polémique n'était nullement la même. À la fin des années cinquante, on discutait de l'applicabilité d'un modèle à la réalité sociale québécoise, celui du continuum *folk-urban*. C'est au contraire la globalité de la pratique sociologique aux niveaux épistémologique, théorique, méthodologique et empirique qui oppose maintenant les différents courants sociologiques. Divisée et pluraliste, la sociologie s'imposera en même temps comme un savoir de la division. Bien sûr, la sociologie marxiste tiendra une place centrale dans la démonstration et l'illustration de la division sociale en privilégiant l'analyse des classes sociales, mais ni le culturalisme ni même la sociologie fonctionnelle de l'adaptation n'échappent à cette recherche de rapports conflictuels. On devrait plutôt parler ici d'une différence d'accent et de niveau dans la présentation commune d'une société traversée par des rapports de forces. La sociologie nationale de l'émancipation connaît deux grands types de conflits sociaux: les contradictions nationales opposant les nations dominantes et les nations dominées et les oppositions de classes. Malgré de nombreuses nuances dans les travaux des deux courants, la sociologie culturaliste met l'accent sur les conflits nationaux et la sociologie politiste sur les conflits de classes. Retenons pour l'instant ce seul fait que le savoir sociologique est dorénavant pleinement tributaire d'une société politique au sein de laquelle tous les pouvoirs sont pleinement discutés et toutes les opinions pleinement débattues et qui se présente elle-même comme la somme contradictoire de la diversité des intérêts, des situations et des points de vue.

La sociologie qui s'impose à la fin des années soixante et au cours des années soixante-dix se présente ainsi comme une macro-sociologie de l'émancipation sous la double figure d'un savoir du national et de la division sociale. Son acharnement à produire l'objet Québec ne saurait être compris sans qu'on le mette en rapport avec l'affirmation de la représentation moderne et de la société politique au Québec.

Nous terminerons cette section sur les caractéristiques principales de la nouvelle sociologie en montrant comment deux articles de Marcel Rioux apparaissent rétrospectivement comme des textes charnières, aussi bien dans le passage de la théorisation du national de l'histoire à la sociologie, que dans la mise en place des grands axes du "paradigme" qui structurera les courants culturaliste et politiste jusque dans leurs antagonismes les plus irréductibles.

Dans le premier de ces textes, J. Dofny et Marcel Rioux présentent le Canada-français "comme une société globale et une minorité ethnique à l'intérieur du Canada<sup>40</sup>". En revenant sur la question dans un second article, M. Rioux affirme que le Québec "peut à l'intérieur du Canada être lui-même considéré comme une classe ethnique<sup>41</sup>". Il ajoute: "Quand, après Marx, le professeur Gurvitch affirme que la visée de toute classe c'est de vouloir représenter la société globale et de prétendre décider du sort et de la position des autres classes, on croirait qu'il décrit la conscience ethnique des Québécois; d'autre part, ces caractéristiques semblent s'appliquer beaucoup moins aux classes sociales du Québec<sup>42</sup>." Ces textes susciteront des débats rappelant ceux qui avaient porté sur la *folk society*. Mais alors que cette dernière polémique marquait pour ainsi dire la fin d'une période, celle des années cinquante et du savoir critique de l'adaptation, les textes de Rioux ouvrent une nouvelle époque de la sociologie au Québec. En empruntant le concept de société globale à G. Gurvitch, Rioux réaffirme l'intérêt pour la macro-sociologie qu'il avait manifesté dans les débats sur la *folk society*. Le concept apparaîtra "confus... mais de plus en plus nécessaire<sup>43</sup>" à Fernand Dumont qui ne sera d'ailleurs pas le seul, car la macro-sociologie constituera la forme même de la sociologie de l'émancipation. Les textes, on l'aura constaté, opèrent en même temps un glissement très net d'une société globale englobant le Canada français à celle, plus restreinte, d'une société globale ne se référant qu'au Québec. De la même façon, la minorité ethnique canadienne-française cède la place à une classe ethnique se circonscrivant dans l'espace Québec. On constate ici un véritable procès de production de l'objet Québec à titre de société nationale et de société politique distincte. En même temps que ces textes peuvent être considérés comme une sorte de retraduction sociologique des préoccupations théorico-analytiques de l'historien Maurice Séguin (macrologisme, primauté du national, formation de l'espace politico-historique québécois), ils inaugurent ainsi une sorte d'impérialisme de la sociologie dans le domaine du savoir du national. Les articles de Rioux définissent en somme le terrain, sinon les règles du jeu, sur lequel s'affronteront le culturalisme et le politisme: la théorie générale du social, les rapports respectifs des classes et de la nation et l'objet Québec comme point nodal de l'ensemble des débats. Si la polémique paraîtra parfois implacable, engageant aussi bien les

<sup>40</sup> J. Dofny et M. Rioux, "Les classes sociales au Canada français", article cité, p. 290.

<sup>41</sup> M. Rioux, "Conscience ethnique et conscience de classe", *Recherches sociographiques*, VI, no 1, 1965, p. 25.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>43</sup> F. Dumont, "L'étude systématique de la société globale canadienne-française", dans M. Rioux et Y. Martin, *op. cit.*, p. 389.



individus et les lieux de diffusion que les institutions elles-mêmes, elle ne remettra que très rarement en question les axes du débat qui perdurera jusqu'à la fin des années soixante-dix.

## 7 Le culturalisme

Nous avons avancé la thèse que les deux courants de la sociologie de l'émancipation s'opposent tout en se situant dans un même espace discursif déterminé par la matrice de la représentation moderne qui domine l'univers de la production du sens, au sein d'une réalité sociale québécoise se définissant comme une société politique. Il ne s'agira pas dans les deux prochaines sections de proposer un inventaire exhaustif de l'ensemble des travaux qui ont été inspirés par les deux approches. Il nous suffira de saisir les principales particularités des deux courants tout en faisant ressortir comment ils sont communément déterminés par le procès d'institutionnalisation politique de la société québécoise.

La sociologie de l'émancipation est traversée par ce que l'on pourrait considérer comme une opposition constitutive reposant sur le célèbre couple matérialisme-idéalisme. Les fondements de l'antagonisme épistémologique sont formulés clairement pour la première fois en 1970, lorsque G. Bourque et N. Laurin-Frenette critiquent F. Dumont et M. Rioux pour rechercher la théorie de la nation dans les seuls phénomènes de la représentation et les "méandres de l'idéalisme", et pour vouloir interroger l'histoire du Québec à partir des "sphères éthérées de la conscience"<sup>44</sup>. Si les termes de la polémique sont clairement posés pour la première fois dans la sociographie, le débat hante depuis déjà quelque temps les milieux intellectuels québécois et son histoire remonte sans doute aux premiers numéros de la revue *Parti pris* au début des années soixante. Il importe surtout de souligner ici que ces termes sont acceptés par les deux courants. Fernand Dumont ne tend-il pas lui-même à opposer sur le plan de l'analyse "les facteurs objectifs de structure" et les phénomènes de la représentation<sup>45</sup>. Tout se passe comme s'il avait fallu choisir son camp entre l'économie politique et les "facteurs" subjectifs de la représentation. Un tel choix n'engageait pas seulement les positions épistémologiques, mais il influait sur la pratique même de la recherche: les uns semblaient destinés à travailler sur la culture et les idéologies, les autres sur les rapports sociaux économiques et politiques; les uns allaient proposer une

---

<sup>44</sup> L'article de G. Bourque et N. Laurin-Frenette a été publié en deux versions dans la revue *Socialisme québécois*. Il a été de plus publié en France dans *L'homme et la société*, repris dans plusieurs recueils de textes portant sur l'histoire et la sociologie du Québec. Il a été aussi traduit sous le titre *Social Class and National Question in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972. Nous nous référons ici à sa première version parue sous le titre "Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec (1760-1970)", *Socialisme québécois*, no 20, 1970, p. 16.

<sup>45</sup> F. Dumont, "La représentation idéologique des classes au Canada français", *Recherches sociologiques*, VI, no 1, 1965, p. 10.

sociologie des intérêts, les autres une interprétation des phénomènes du sens. La polémique était donc déclenchée: d'un côté les matérialistes vulgaires à propension économiciste, de l'autre les idéalistes naïfs suspectés d'hégélianisme.

Tout n'était et n'a jamais été heureusement aussi simple. Une analyse attentive de la production sociologique des vingt dernières années démontre que l'idéalisme n'a jamais été aussi naïf et le marxisme aussi vulgaire, ni dans le choix des thèmes de la recherche ni dans les analyses<sup>46</sup>. Il ne s'agit nullement ici de minimiser l'importance de la distance épistémologique et théorique qui a toujours séparé les deux courants. Une analyse sociologique de l'opposition renverrait sans doute à l'histoire des institutions, aux mouvements sociaux et, ultimement, aux contradictions de la société capitaliste. Une telle étude dépasse le cadre du présent article, aussi nous contenterons-nous d'insister sur ce simple fait que la polémique entre le matérialisme et l'idéalisme joue bien le rôle d'opératrice de démarcation en même temps qu'elle permet à chacun des courants de se définir. C'est dans une large mesure à travers la polémique que les courants se reconnaissent eux-mêmes, s'organisent et se produisent dans leur différence.

Tout entière centrée sur l'étalement et l'illustration des différences, la polémique rend en même temps les protagonistes des deux courants aveugles à la communauté de l'espace de la discursivité au sein duquel ils sont imbriqués. L'existence même d'une polémique entre le matérialisme et l'idéalisme opposant deux courants mutuellement structurés n'était sans doute possible dans les milieux intellectuels québécois qu'avec la pleine affirmation de la société politique. Certes, les intellectuels traditionalistes et cléricaux étaient obsédés par les méfaits du matérialisme, mais la véritable menace était bien davantage le matérialisme de l'Amérique capitaliste anglo-saxonne et protestante que le matérialisme marxiste. En somme, la polémique opposant la matière et les idées, le réel et l'irréel ne pouvait être pensable qu'au sein d'une société dominée par ses rapports sociaux économiques et se représentant comme un ensemble de rapports entre des forces aux intérêts divergents. En dernière analyse, les deux courants fonctionnent sans se rendre compte qu'ils participent des mêmes conditions générales d'énonciation et que leurs travaux contribuent à former le même objet. Nous tenterons de le démontrer en abordant d'abord la production culturaliste.

Dans un article de la revue *Recherches sociographiques*, F. Dumont et F. Harvey écrivent: "La culture... c'est un foyer particulier de lecture qui concerne la

---

<sup>46</sup> Ne prenons que les exemples des sociologues Fernand Harvey, identifiable au courant culturaliste qui s'intéresse au mouvement ouvrier (voir entre autres, F. Harvey (dir.), *Le mouvement ouvrier*, Montréal, Boréal Express, 1980), et J. Duchastel, s'inspirant de la perspective politiste, qui s'est spécialisé dans le domaine de l'analyse des idéologies (voir "Culture et contre-culture: idéologie et contre-idéologie", dans F. Dumont, J. Hamelin et J.-P. Montminy, *Idéologies au Canada français 1940-1976*, tome 2, Presses de l'Université Laval, Québec, 1981).

réalité collective tout entière<sup>47</sup>." Ce foyer de lecture n'en a pas moins toujours conduit F. Dumont à privilégier le domaine de la production du sens. L'univers symbolique et "la réalité collective" peuvent ainsi être considérés comme les deux grands axes des interrogations du sociologue. Tentant de contribuer à la production d'une théorie du sujet historique entre ce qu'il appelle la "technologie" marxiste et la "logologie" structuraliste, F. Dumont s'attache surtout aux phénomènes du sens et de la représentation<sup>48</sup>. Il se défend de développer une problématique idéaliste:

Sans doute est-il gênant pour le sociologue d'avoir ainsi à trouver son départ dans des représentations collectives. Le spectre de l'idéalisme, qui est la hantise de la sociologie actuelle, ne nous menace pas pour autant. Des représentations, le donné le plus obvie en la circonstance, on peut redescendre vers le processus de formation. En cours de route, on retrouvera des pouvoirs, des partis, des mouvements sociaux, des structures économiques<sup>49</sup>.

Selon Dumont, en étudiant les questions nationale et régionale, "il faut se résoudre à analyser des mouvements de construction de la réalité<sup>50</sup>". Elles relèvent avant tout "d'un ensemble de représentations collectives<sup>51</sup>". Mais les représentations ne sont pas analysées comme de simples images d'un réel posé comme extérieur, mais bien comme "des interprétations du monde" tout aussi productrices des rapports sociaux que la "technologie". En ce sens, "nation et région et autres notions apparentées sont des foyers d'interprétation... Nation et région sont des groupements dont la nature est d'interpréter<sup>52</sup>."

Nous sommes loin de l'idéalisme naïf. Pour Dumont, l'interprétation du monde constitue un enjeu fondamental des luttes sociales et les idéologies peuvent être analysées comme des luttes pour le pouvoir de produire la société<sup>53</sup>. "Alors on s'aperçoit que ces représentations collectives ne survolent pas la réalité sociale pour nous la cacher, mais qu'elles sont sur cette réalité, l'incessant travail par lequel les collectivités tout à la fois se constituent et se rendent compte de leur existence<sup>54</sup>."

L'essentiel des interrogations sociologiques de F. Dumont porte ainsi sur l'interprétation du monde qui permet à une collectivité de se constituer. Cette problématique lui permettra d'aborder l'analyse d'une collectivité particulière qu'il situera dans l'espace Québec:

<sup>47</sup> F. Dumont et F. Harvey, "La recherche sur la culture", *Recherches sociographiques*, XXVI, nos 1-2, 1985, p. 85.

<sup>48</sup> F. Dumont, *Les idéologies*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.

<sup>49</sup> F. Dumont, "Mouvements nationaux et régionaux d'aujourd'hui", *Cahiers internationaux de sociologie*, LXVI, 1979, p. 7.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>53</sup> F. Dumont, *Les idéologies*, *op. cit.*

<sup>54</sup> F. Dumont, "Mouvements nationaux et régionaux d'aujourd'hui", article cité, p. 86.

Cette interrogation sur l'identité, présente dans toutes les cultures, est particulièrement lancinante au Québec depuis toujours. Au point où on pourrait y reconnaître le trait caractéristique de notre culture. Identité incertaine: telle est la définition que l'on serait tenté paradoxalement de proposer de l'identité québécoise<sup>55</sup>.

Une culture particulière donc, celle d'une "réalité collective" spécifique, la nation québécoise, au sein d'un espace circonscrit, le Québec. L'objet Québec ne pouvait être posé plus clairement, ni le savoir du national permettant d'en rendre compte. Mais quelle approche Dumont propose-t-il de cette culture particulière? Une lecture que nous qualifierons à défaut d'un meilleur terme de politico-culturaliste.

On s'étonnera peut-être que nous lisions une perspective politique dans l'œuvre de l'un des deux grands ténors du courant culturaliste. Ne s'attache-t-il pas essentiellement aux phénomènes de "l'interprétation du monde", même s'il concède dans certains textes que l'on puisse "redescendre vers... des pouvoirs, des partis, des mouvements sociaux, des structures économiques"? Certains textes théoriques de l'auteur peuvent en effet prêter flanc à une interprétation étroitement idéaliste, puisque le plus souvent, même s'ils sont nommés, les rapports entre la production du sens et les autres aspects de la réalité sociale ne sont pas pensés théoriquement. Les travaux de F. Dumont sur le Québec permettront cependant de situer l'œuvre de l'auteur dans une perspective beaucoup plus large.

Le sociologue analyse la Révolution tranquille comme un processus de transformation rapide des structures et des valeurs qui crée un vide, une "défection de la référence"<sup>56</sup>, bref une crise de la production du sens<sup>57</sup>. La représentation traditionaliste ayant été balayée, il manque désormais une définition claire de la collectivité et un consensus sur certaines valeurs qui permettraient de développer une nouvelle conscience de soi de la collectivité et de définir un nouveau projet collectif. Nous semblons demeurer encore une fois sur le strict terrain de la représentation. Les solutions que propose Dumont nous aideront à avancer. Il privilégie trois forces de réorganisation et trois instruments qui — nous sommes au début des années soixante-dix — seraient susceptibles de combler le vide résultant de cette "défection de la référence". Les trois forces sont l'indépendance, qui permettrait de retrouver un consensus et un foyer de sens unique, le socialisme, qui soumettrait les rapports techniques à la détermination de finalités collectives, et la démocratie, qui susciterait la solidarité nécessaire au sein d'une société traversée par les affrontements et la diversité des opinions. Les trois instruments susceptibles de faire advenir ces nouveaux foyers de sens sont l'État, la planification et la participation.

---

<sup>55</sup> F. Dumont et F. Harvey, "La recherche sur la culture", article cité, p. 86.

<sup>56</sup> *Idem*.

<sup>57</sup> F. Dumont, *La vigile du Québec*, op. cit.

Ce résumé nous invite à mesurer comment le culturalisme de F. Dumont s'avère en dernière analyse une forme particulière de la lecture politique des rapports sociaux qui s'affirme au Québec dans les années soixante. Si F. Dumont contribue lui aussi à la production de l'objet Québec et du savoir du national, ce double travail s'inscrit dans le cadre plus englobant d'une représentation posant le Québec comme une société politique. Le sociologue s'interroge sur les conditions de la production d'un sens nouveau, au sein d'une société qui ne se définit plus à partir de l'au-delà, dans la religion: il les trouve dans le politique.

La démonstration sera certes plus facile et plus attendue dans le cas des travaux de M. Rioux qui, en proposant les concepts de société globale et de classe ethnique, se situe résolument dans un savoir macro-sociologique du national. Nous nous contenterons d'insister ici sur les aspects politiques, encore une fois politico-culturalistes de la problématique de l'auteur.

En se présentant comme sociologue, Québécois et citoyen dans la présentation de sa *Question du Québec*<sup>58</sup>, Marcel Rioux ne laisse aucun doute sur le cadre général de sa réflexion, celui de la société politique québécoise. Ses analyses du Québec vont certes dans le même sens. Rioux reprend en effet dans cet essai l'essentiel des thèses néo-nationalistes et marxisantes d'inspiration tiers-mondiste présentant le Québec comme une colonie du Canada. Selon cette thèse, fortement influencée par les travaux de A. Memmi<sup>59</sup> et de F. Fanon<sup>60</sup> et qui a fleuri durant la deuxième moitié des années soixante, la réalité québécoise s'identifie intégralement à celle d'une situation coloniale: sur le plan économique, le Québec est moins développé que l'Ontario parce qu'il s'y concentre une minorité nationale; sur le plan politique, les Québécois subissent l'oppression parce qu'ils sont minoritaires dans l'ensemble du Canada; sur le plan social, la bourgeoisie québécoise n'a jamais pu se développer à cause de la Conquête et, par la suite, de son insertion dans la Confédération (les Québécois sont d'ailleurs le plus souvent présentés comme une nation prolétaire); sur le plan culturel, la collectivité québécoise subit des pressions à l'assimilation en même temps que sa culture est empêchée de s'épanouir; sur le plan individuel, enfin, les Québécois sont présentés comme des êtres aliénés, divisés et refoulés, bref comme des colonisés<sup>61</sup>.

Certes Marcel Rioux insistera davantage sur la psychologie collective des colonisés. Mais cette incursion dans les fameuses "sphères éthérées de la conscience" ne saurait masquer les tenants et aboutissants résolument politiques de sa problématique. Avec la Révolution tranquille, les Québécois cessent de se représenter dans la perspective masochiste et dévalorisante du colonisé. Ils ne se définissent plus comme culture et en fonction du passé, mais comme des membres

<sup>58</sup> M. Rioux, *La question du Québec*, op. cit.

<sup>59</sup> A. Memmi, *Portrait du colonisé*, Utrecht, J. J. Pauvert, 1966.

<sup>60</sup> F. Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961.

<sup>61</sup> Voir à ce propos André D'Allemagne, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Éditions R.-B., 1966, et P. Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Paris, Maspero, 1969.

à part entière d'une société industrielle orientée vers l'avenir. Cette revalorisation de soi conduira les Québécois à remettre en cause l'entité politique qu'est la Confédération. Bref, au point de départ, une situation de domination dont la cause première et fondamentale est de nature politique (la Conquête, l'Union, la Confédération) et un aboutissement d'ordre tout aussi politique: l'indépendance. Encore une fois, le culturalisme ne trouve sa véritable dimension que dans son rapport à une lecture politique de la réalité québécoise. Un espace, une temporalité, une communauté subsumés toujours et encore sous l'entité politique Québec et, plus clairement chez M. Rioux que chez F. Dumont, une société traversée par des rapports de forces qui se rapportent à l'oppression nationale.

Une analyse plus approfondie du courant culturaliste devrait se pencher sur l'ensemble de la production théorique et empirique qu'il a inspirée. Mais des *Idéologies*<sup>62</sup> à *L'histoire des idéologies au Canada français*<sup>63</sup>, de l'*Essai de sociologie critique*<sup>64</sup> à *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones*<sup>65</sup>, et malgré les nombreuses nuances qui ne manqueraient de s'imposer, les marques de l'efficace des conditions d'énonciation résultant de la pleine affirmation de la société politique au Québec n'en continueraient pas moins de ressortir avec netteté. La sociologie culturaliste de l'émancipation contribue à produire un savoir du national dans le cadre général de la matrice de la représentation moderne et en rapport avec l'idéologie néo-nationaliste à dominante politique qui s'imposent au Québec durant les années soixante. Traversé lui-même par des problématiques diverses et divergentes dont l'analyse renvoie en partie aux institutions (l'Université de Montréal et l'Université Laval), ce savoir politico-culturaliste de l'émancipation nationale entretient des rapports évidents avec la fraction dominante du mouvement national rassemblé dans le Parti québécois qui s'affirme durant la même période. La sociologie de l'émancipation dans son ensemble produit un savoir divisé, nous l'avons souligné, et les pratiques savantes des deux courants ne sont pas sans rapport avec des choix qui débordent largement, au Québec comme ailleurs, les milieux universitaires<sup>66</sup>.

---

<sup>62</sup> F. Dumont, *Les idéologies*, op. cit.

<sup>63</sup> Voir la série d'ouvrages sur les idéologies au Québec de 1850 à nos jours dirigée par F. Dumont, J. Hamelin et J.-P. Montminy, *Idéologies au Canada français*, Québec, Presses de l'Université Laval.

<sup>64</sup> M. Rioux, *Essai de sociologie critique*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

<sup>65</sup> Y. Lamarche, M. Rioux et R. Sévigny, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973.

<sup>66</sup> M. Rioux anime par exemple le Tribunal de la culture clairement dirigé contre le gouvernement Bourassa et favorable au Parti québécois avant qu'il ne prenne le pouvoir. Fernand Dumont participe étroitement à l'élaboration d'une politique culturelle sous le premier mandat du Parti québécois.

## 8 Le politisme

Si le culturalisme se donne avant tout comme sociologie de la représentation, le deuxième courant du savoir de l'émancipation, le politisme, se présente comme une sociologie des rapports sociaux politiques. Ce deuxième courant est largement dominé par le marxisme (du moins si on se réfère aux publications<sup>67</sup>), aussi s'étonnera-t-on peut-être que nous ayons choisi un tel qualificatif pour caractériser des travaux qui se réclament de la détermination "en dernière instance" de l'économique. Le matérialisme que l'on opposait si ostensiblement à l'idéalisme à la fin des années soixante ne trouvait-il pas ses fondements dans les rapports économiques. Encore une fois, la lettre des termes de la polémique constitutive de la sociologie de l'émancipation risque de nous engager sur une piste à tout le moins à moitié fausse.

Bien sûr, la perspective matérialiste a engendré un courant fort important dans le domaine de la sociologie économique. Les travaux de J. Niosi, A. Sales et P. Fournier en témoignent à eux seuls<sup>68</sup>. Il n'en demeure pas moins que le choix des

---

<sup>67</sup> Il importe de souligner ici que le présent article ne s'attache qu'aux travaux s'inscrivant le plus clairement dans les courants dominants et, dans le cas de la sociologie de l'émancipation, s'appuie presque exclusivement sur le critère de la publication. Plusieurs sociologues importants sont ainsi exclus de l'analyse, soit parce que leurs principaux travaux paraissent durant les années quatre-vingt, soit que leurs recherches ne sauraient être rattachées à l'un ou l'autre courant sans qu'il faille s'engager dans de multiples considérations et d'importantes nuances qui nous entraîneraient au-delà des limites de cet article déjà fort long. Pour ne nommer que ceux-là, pensons aux travaux de Louis Maheu s'inspirant de la problématique des mouvements sociaux, à ceux de Gabriel Gagnon adoptant la perspective autogestionnaire ou, encore, à ceux de Jacques Dofny sur le mouvement ouvrier, à ceux de Jacques Lazure sur la jeunesse et de Hubert Guindon sur la société traditionnelle. Même si la problématique de ces sociologues se rapproche davantage du courant "politiste" que du courant "culturaliste", on ne saurait sans les trahir la rattacher intégralement au premier, puisqu'ils ont toujours été fort critiques à l'égard du marxisme. Au contraire, leurs travaux sont souvent apparus, au début des années quatre-vingt, comme une alternative au "politisme marxiste" et leur véritable dimension ne s'affirme concrètement que dans la nouvelle conjoncture.

<sup>68</sup> Voir l'ensemble du travail de ces trois auteurs et en particulier: A. Sales, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1979; A. Sales et N. Bélanger, *Décideurs et gestionnaires, étude sur la direction et l'encadrement des secteurs privé et publics*, Conseil de la langue française, Montréal, Éditeur officiel du Québec, 1985; A. Sales, "Système mondial et mouvements sociaux dans les pays industrialisés: l'exemple Québec-Canada", *Sociologie et sociétés*, XI, no 2, 1979; J. Niosi, "La multinationalisation des firmes canadiennes-françaises", *Recherches sociographiques*, XXIV, no 1, 1983; J. Niosi, "La nouvelle bourgeoisie canadienne-française", *Les cahiers du socialisme*, no 1, 1978; J. Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1980; P. Fournier, *Le patronat québécois au pouvoir*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979; P. Fournier et al., *Le capitalisme au Québec*,

objets de recherche dans ce domaine a été largement déterminé par des débats beaucoup plus larges qui relevaient de préoccupations de nature socio-politique<sup>69</sup>. Les trois auteurs cités font, en effet, des interventions importantes dans les débats sur le rapport du Parti québécois aux classes sociales. Leur contribution ne se limite d'ailleurs pas à des interventions ponctuelles, puisque durant les années soixante-dix, la partie la plus importante de leurs travaux est consacrée à l'analyse du capitalisme québécois et de l'économie du Québec. Dans une récente rétrospective de la sociologie économique et de l'économie de ces vingt dernières années, Arnaud Sales écrit: "C'est donc dans une perspective à la fois comptable, inquiète et critique qu'il faut considérer aujourd'hui les lectures économiques de la société québécoise qui ont identifié, autonomisé et aidé à construire, au moins conceptuellement, une économie au Québec, une économie qui ne soit plus définie comme celle d'une province, mais plutôt comme celle d'une nation malgré la rencontre rapide des limites liées à la dépendance. (...) Réciproquement cette économie est apparue sensible à la conjoncture politique et au jeu des courants d'idées médiatisés par l'intervention de l'État québécois désormais partie prenante de la plupart des débats<sup>70</sup>." L'objet Québec est encore là omniprésent et le rapport entre capitalisme et luttes politiques constitue l'une des trames les plus importantes de la réflexion.

Cette dominance du politique dans le marxisme québécois apparaît encore plus clairement lorsque l'on embrasse l'ensemble de la production. Un rapide survol des travaux théoriques des essais et de la recherche empirique nous en convainc facilement. J.-M. Piotte publie deux ouvrages sur les grands penseurs du marxisme que sont Lénine et Gramsci<sup>71</sup>. G. Bourque, N. Laurin-Frenette, J. Mascotto et P.-Y. Soucy publient des travaux théoriques sur la question nationale qu'ils posent comme une question relevant de la sociologie politique<sup>72</sup>. G. Boismenu, G. Bourque, D. Brunelle, H. David, R. Denis, N. Laurin-Frenette, A. Légaré, C. Saint-Pierre produisent un ensemble de travaux dans le domaine de la sociologie historique du Québec largement centrés sur les rapports de forces politiques<sup>73</sup>.

---

Montréal, Albert Saint-Martin, 1978; P. Fournier *et al.*, *Capitalisme et politique au Québec*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1981.

<sup>69</sup> Le débat porte en effet sur la composition de la bourgeoisie au Québec et sur les rapports que cette dernière entretient avec le Parti québécois.

<sup>70</sup> A. Sales, "La construction sociale de l'économie québécoise", texte ronéotypé, *Recherches sociographiques*, vol. XXVI, no 3, 1985, p. 319-320.

<sup>71</sup> J.-M. Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Paris, Anthropos, 1970; *Sur Lénine*, Montréal, Parti pris, 1971; voir aussi *Marxisme et pays socialistes*, Montréal, VLB, 1979.

<sup>72</sup> G. Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, *op. cit.*; N. Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, *op. cit.*; J. Mascotto et P.-Y. Soucy, *Démocratie et nation*, *op. cit.*

<sup>73</sup> G. Boismenu, *Le duplessisme*, *op. cit.*; G. Bourque, *Classes sociales et question nationale 1760-1840*, Montréal, Parti pris, 1970; D. Brunelle, *La désillusion tranquille*, *op. cit.*; H. David, "L'état des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967", *Sociologie et sociétés*, VII, no 1, 1975; R. Denis, *Lutte de classes et question nationale*



Soulignons enfin la profonde influence qu'exerce au début des années soixante-dix le courant marxiste althussérien et des auteurs comme M. Godelier et N. Poulantzas<sup>74</sup>. Cette école, on le sait, se caractérise par sa lutte contre l'économicisme dans l'interprétation du marxisme et par une sorte de "réhabilitation" de "l'efficace" de l'État et des idéologies s'inspirant des travaux d'A. Gramsci, réinterprétés dans les termes du structuralisme qui dominait les milieux intellectuels français de l'époque.

Le second courant de la sociologie de l'émancipation nous propose donc des analyses globalement axées sur les rapports sociaux politiques. Les deux "écoles", culturaliste et politiste, nous l'avons dit, peuvent en même temps être considérées comme des sœurs ennemies (le mot est à peine trop fort) qui se livrent une lutte sévère à partir de la même matrice de la représentation. Le politisme se présente sous les mêmes traits généraux que le culturalisme. Il adoptera toujours une perspective macro-sociologique en utilisant un ensemble de concepts visant à rendre compte de la totalité sociétale: formation sociale, mode de production, procès de production et de reproduction... Il demeurera lui-même obsédé par l'objet Québec et le savoir du national, même s'il s'acharnera à se démarquer du culturalisme. Son originalité la plus nette relève sans aucun doute de l'extension qu'il confère au savoir de la division: comme le culturalisme, il accorde certes une attention particulière à l'oppression nationale, mais il ne l'aborde en dernière analyse qu'à travers le prisme des contradictions de classes.

Le politisme veut lui aussi réinterpréter le monde et il ne saurait être compris dans sa globalité sans ce "phénomène social total", l'expression est de Marcel Rioux, qu'a été la Révolution tranquille. Son essor et sa vogue dans les milieux intellectuels mériteraient une analyse élaborée. La conjoncture intellectuelle internationale des années soixante marquée par le mouvement de décolonisation, la guerre du Viêt-nam, la critique de l'URSS et la révolution culturelle en Chine n'est certes pas étrangère au développement du marxisme au Québec. Mais seule une transformation radicale de la société québécoise pouvait permettre une telle éclosion. Soulignons, parmi d'autres phénomènes sociaux qui devraient retenir l'attention: la nouvelle force politique de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, l'affirmation de la nouvelle petite bourgeoisie dans la mise en place de l'État keynésien et la formation de l'Université du Québec à Montréal, entièrement

---

au Québec 1948-1968, Montréal, Paris, P.S.I.-E.D.V., 1979; C. Saint-Pierre, "Idéologie et pratiques syndicales au Québec dans les années 30: la loi de l'extension juridique de la convention collective du travail", *Sociologie et sociétés*, VII, no 2, 1975. Voir aussi les essais sur le Québec de Bourque, Laurin-Frenette et Légaré déjà cités.

<sup>74</sup> Citons les ouvrages de ces auteurs qui ont eu le plus d'influence à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, L. Althusser et al., *Lire le capital*, Paris, Maspero, 1968; N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968; L. Althusser, "Idéologie et appareils idéologiques d'État", paru d'abord dans *La Pensée* et repris dans *Positions*, Paris, Éditions sociales, 1976.

laïque et publique, favorisant la réunion au sein d'une nouvelle institution d'un groupe de jeunes intellectuels qui entendaient se libérer du poids de toutes les traditions. Cette situation singulière dans l'histoire des institutions universitaires ne mettait cependant pas ces nouveaux sociologues à l'abri des influences déterminantes de la conjoncture. Malgré la radicalité du contenu et l'antiacadémisme relatif de la forme, la production politiste ne s'en est pas moins toujours inscrite dans les cadres généraux de la matrice de la représentation dans la société moderne, en rapport avec les idéologies du néo-nationalisme et de l'ouvriérisme.

## 9 Un savoir du national

La sociologie politiste s'est développée comme savoir du national, voilà sans doute l'évidence, et le fait qu'elle y ait contribué de façon essentiellement critique ne peut remettre en doute le constat que la question nationale constitue l'un des deux axes de ce second courant de la sociologie de l'émancipation.

Durant les années soixante, la pensée marxiste s'est développée au Québec dans le giron du mouvement national. Elle s'est élaborée à la revue *Parti pris* prônant l'indépendance, le socialisme et la laïcité, en même temps qu'au sein de l'aile gauche du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Le marxisme québécois constituait au départ une sorte de néo-nationalisme d'inspiration tiers-mondiste. Il a été élaboré par un ensemble de jeunes diplômés en rupture de ban qui faisaient partie de la première génération d'intellectuels intégralement laïque de l'histoire du Québec. Le marxisme a de plus fait ses premières armes sans entretenir de véritables rapports avec le mouvement ouvrier: les intellectuels marxistes n'établiront en effet des liens véritablement suivis avec le mouvement syndical qu'au cours des années soixante-dix. Cette triple caractéristique de l'histoire de l'implantation du marxisme au Québec a eu des effets déterminants sur les premiers intellectuels qui tentaient de mettre en pratique le matérialisme historique dans la deuxième partie des années soixante. Le marxisme était alors dominé par le néo-nationalisme, ce qui explique sans doute cette frénésie pour la lecture des classiques (*Le Capital*, Lénine, Gramsci, etc.), tous se rendant compte de la précarité d'un savoir qui se réclamait bien fort du matérialisme historique après la simple lecture du *Manifeste du Parti communiste*, de *l'Idéologie allemande*, de certains travaux de Jean-Paul Sartre et des théoriciens de la décolonisation! Le fait que le marxisme naisse au sein de cette première génération d'intellectuels laïques sans rapport avec le mouvement ouvrier explique aussi en bonne partie la propension théoricienne et l'attrait pour les travaux de l'école althusserienne. Cet acharnement pour la coupure et la rupture épistémologiques entre la science et l'idéologie ne saurait certainement s'expliquer par la simple adhésion à une mode nouvelle. Elle permettait plutôt de se démarquer le plus radicalement possible de toutes les formes du traditionalisme clérical (d'où, d'ailleurs, cette hantise de traquer partout l'idéalisme). Le théoricisme s'inscrit ainsi dans cette tentative de réinterpréter le monde, de produire la connaissance d'une réalité sociale tellement

transformée que certains ont pu employer l'image du passage du Moyen Age au vingtième siècle.

Même si elle s'est dégagée progressivement de la naïveté première du néo-nationalisme décolonisateur, la sociologie politiste n'en est pas moins demeurée axée sur le savoir du national. On peut saisir sous trois rubriques l'essentiel du politisme dans ce domaine de la connaissance. Il s'est d'abord consacré à une sorte d'approvisionnement de l'objet Québec, dans une perspective essentiellement politique: d'abord défini comme une colonie du Canada, le Québec désormais appréhendé comme une question nationale du centre impérialiste, et la réalité nationale québécoise se trouve dès lors mise en rapport avec celle de l'État démocratique bourgeois et des situations d'oppression nationale que ce dernier engendre; à la fin des années soixante-dix, l'analyse du Québec est resituée, sur une telle base, dans l'ensemble des structures de l'État canadien<sup>75</sup>. Voilà succinctement les étapes d'une démarche qui a permis à la sociologie politiste de former un objet Québec plus conséquent: les réalités canadienne et québécoise ne sont plus appréhendées de façon purement extérieures, comme deux entités superposées, mais comme deux objets imbriqués dont on ne saurait rendre compte sans considérer les rapports structurels qui les constituent au sein du fédéralisme canadien.

L'importance du savoir du national se vérifie en second lieu dans le commun intérêt pour la sociologie historique que le politisme partage avec le culturalisme. Cette réinterprétation de l'histoire du Québec sous l'ombrelle de la représentation dominante au sein de la société politique a donné lieu à un nombre important de travaux qui, malgré de nombreuses critiques, ont profondément influencé l'historiographie. Essais socio-historiques, réinterprétation de certaines périodes de l'histoire du Québec, analyses de l'histoire du mouvement ouvrier, tout se passe comme si le sociologue politiste avait été un historien manqué<sup>76</sup>!

Les contributions théoriques au savoir du national constituent le dernier aspect de l'intervention du politisme sur lequel j'insisterai. Il n'est certes pas question d'entrer ici dans les dédales des multiples polémiques qui se sont déployées sur ce terrain hasardeux. Soulignons seulement que les diverses recherches placent le lieu théorique de la nation et de la question nationale dans le cadre général de la société politique bourgeoise. L'État capitaliste et la "surdétermination du politique", la production du sens dans l'État bourgeois, la nation comme référent dans le régime démocratique, voilà un ensemble de propositions librement retraduites qui, parmi bien d'autres, indiquent la perspective générale d'analyses sans cesse reprises

---

<sup>75</sup> Voir à ce propos G. Boismenu et al., *Espace régional et nation*, Montréal, Boréal Express, 1983.

<sup>76</sup> Voir notamment les travaux de Bourque, Brunelle, David, Fournier et Saint-Pierre cités aux notes 68 et 73.

comme si l'objet théorique fuyait à chaque fois que l'on croyait s'en être approché<sup>77</sup>.

Apprivoisement de l'objet Québec, production d'une nouvelle mémoire historique, contribution à la théorie de la nation, tels sont les aspects principaux des interventions du politisme dans le champ du savoir du national.

## 10 Savoir de la division

C'est dans le savoir de la division que le politisme trouve sans doute ses particularités les plus évidentes. Tout comme le culturalisme, il lit les contradictions sociales dans le rapport entre les nations, mais il n'en privilégie pas moins l'analyse de la lutte des classes, l'émancipation nationale demeurant toujours étroitement liée à la libération des classes dominées. Le politisme pratique en dernière analyse une sociologie "classiste" centrée sur les rapports de forces politiques. L'importance du "classisme" dans la pensée politiste n'est certes pas étrangère aux rapports de celui-ci avec le culturalisme au sein d'un même savoir de l'émancipation nationale. Tout comme le matérialisme traçait une ligne de démarcation épistémologique, le classisme tient la place d'un opérateur de démarcation analytique. Bien qu'aucun texte politiste important n'ait jamais soutenu, contrairement à ce qui a été parfois avancé, que la totalité de la réalité sociale se résumait à celle des classes sociales, c'est invariablement à ces dernières qu'est attribué l'essentiel de la dynamique de la transformation sociale.

La perspective classiste sous-tend l'ensemble de la réflexion directement reliée au savoir du national que nous avons abordé plus haut. Elle ne se déploie cependant dans toute son ampleur que dans un sous-corpus distinct même s'il demeure relié au savoir du national. Le politisme s'y est donné trois objets de prédilection: l'analyse du Parti québécois, la théorie des classes sociales et la recherche sur le mouvement ouvrier. Les travaux sur le Parti québécois constituent sans aucun doute le lieu où la perspective classiste est le plus claire. La désormais célèbre question du rapport de ce parti nationaliste aux classes sociales donne lieu à un foisonnement de travaux qui mobilisent la plus grande partie des sociologues politistes<sup>78</sup>. Le Parti québécois apparaît successivement comme une formation politique petite-bourgeoise, bourgeoise, polyclassiste, et j'en passe, dans le déroulement d'un débat où les thèses s'affrontent, se rectifient et s'affinent. C'est à partir de sa composition et de l'effet global de sa pratique politique que l'on tente de trouver le "secret caché"

---

<sup>77</sup> Voir les travaux de Bourque, Laurin-Frenette et Mascotto-Soucy cités aux notes 36 et 38.

<sup>78</sup> Une bibliographie exhaustive serait fort longue. Outre l'article de N. Laurin-Frenette "The Sociology of social Classes", *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 26:3, mai 1989, le lecteur pourra consulter A. Légaré, "Heures et promesses d'un débat: les analyses des classes au Québec, 1960-1980", *Les cahiers du socialisme*, no 5, 1980.

du Parti québécois. Cette sorte d'obsession a donné lieu à un nombre important d'analyses de la conjoncture, tout en dynamisant la recherche savante dans le domaine de la sociologie économique. De plus, le questionnement sur ce parti n'est sans doute pas étranger aux avancées théoriques sur les classes sociales. Favorisée par les débats entourant la théorie marxiste des classes sociales en France au début des années soixante-dix<sup>79</sup>, mais impulsée de façon décisive par les problèmes particuliers de l'analyse des classes sociales dans une société périphérique, la sociologie politiste a suscité un nombre d'études théoriques aussi important sur les classes que sur la nation: notons les travaux de N. Laurin-Frenette, A. Légaré et C. Saint-Pierre<sup>80</sup>. La perspective classiste a enfin suscité plusieurs travaux dans le domaine de l'analyse du mouvement ouvrier. La problématique sociopolitique y règne encore en maître: sociologie historique du mouvement ouvrier québécois, analyse des rapports de forces au sein des appareils syndicaux, recherches-actions pour les centrales syndicales, tels sont les axes principaux de la recherche<sup>81</sup>. Les travaux sur la classe ouvrière sont ainsi directement déterminés par le mouvement syndical et la conjoncture des rapports de forces durant les années soixante-dix. Pour les sociologues politistes qui sont eux-mêmes pour la plupart des militants syndicaux résolument engagés, le rapport aux centrales tient en quelque sorte le rôle qu'a tenu l'État et ses appareils pour la sociologie fonctionnelle de l'adaptation. L'absence de travaux d'envergure sur la composition et la situation de la classe ouvrière durant les années soixante-dix n'est sans doute pas étrangère à ce primat d'une perspective sociopolitique hantée par l'urgence de la pratique.

Le second courant de la sociologie de l'émancipation se présente donc comme un savoir critique du national et de la division sociale. Proposant une lecture politique de la réalité québécoise, il s'inscrit dans l'affirmation de la représentation moderne au sein de la société québécoise. S'affirmant principalement à partir de l'Université du Québec à Montréal, publiant le plus souvent dans des médias para-

<sup>79</sup> Voir entre autres N. Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974; C. Baudelot, R. Establet et J. Malemort, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 1974.

<sup>80</sup> N. Laurin-Frenette, *Classes et pouvoir, les théories fonctionnalistes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1978; A. Légaré, *Les classes sociales au Québec*, Montréal, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 1977; C. Saint-Pierre, "De l'analyse des classes sociales dans le mode de production capitaliste", *Socialisme québécois*, no 24, 1974.

<sup>81</sup> Outre les articles d'Hélène David et de Céline Saint-Pierre déjà cités, notons la participation de cette dernière à *l'Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, publié par la CSN et la CEQ, Montréal, 1978, et aux travaux du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois. Voir aussi J.-M. Potte, *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1977, et M. Fournier, *Communisme et anti-communisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979. Soulignons enfin la participation de sociologues comme H. David à l'Institut de recherche appliquée sur le travail et les nombreuses contributions (recherches, rédaction de textes, formation) des sociologues politistes auprès des centrales syndicales québécoises.

universitaires qui apparaissent comme les symboles de sa démarcation avec le courant culturaliste, le politisme prétend en même temps renverser les rapports entre la théorie et la pratique proposés par l'idéologie bourgeoise. Bien qu'il suscite un nombre important de travaux théoriques et empiriques de nature savante, l'intérêt du politisme pour les formes d'écriture moins prisées dans les milieux universitaires que sont l'essai, l'analyse de conjoncture et la recherche-action apparaît lui aussi comme un acte de démarcation et de reconnaissance. L'écriture "engagée" devient en même temps le symbole de l'urgence d'un travail discursif déterminé par la "défection de la référence" dans ce Québec des années soixante-dix.

## Conclusion

Comment conclure sinon en répétant, ce qui a toujours été aussi ennuyeux que fastidieux. Notre rétrospective s'achève au début des années quatre-vingt avec l'éclatement de la sociologie de l'émancipation et des formes particulières qu'y ont prises les savoirs du national et de la division. La crise, la remise en question de l'État keynésien et l'échec du référendum de 1980 expliquent sans doute en grande partie la fin de cette période de l'histoire de la sociologie québécoise. Que dire des années quatre-vingt? Une réponse à cette question risque fort de se contenter d'un inventaire des travaux dans les domaines les plus divers. Certes les nouveaux mouvements sociaux ont favorisé la recherche sur des problèmes négligés par la sociologie de l'émancipation. La sociologie féministe apparaît à l'évidence s'affirmer avec le plus de dynamisme en déplaçant le lieu des savoirs de l'émancipation et de la division<sup>82</sup>. Mais en dehors de cette dernière, il est difficile de percevoir clairement quelles lectures de la totalité sociale tendront à s'imposer. Cette sorte d'aveuglement s'inscrit dans la crise de la représentation de la société moderne. Comment se réorganisera la représentation politique dans la nouvelle forme de l'État moderne en train de naître sous les cendres du Welfare State? Qu'y deviendra la sociologie comme discipline? Une sociologie nouvelle, imprégnée de philosophie et proposant un savoir critique de la société mécanisée et informatisée<sup>83</sup>, ou, au contraire, une pure technique d'administration sociale? Il est difficile de le dire<sup>84</sup>. Au Québec, où l'affirmation pleine et entière de la société

---

<sup>82</sup> Soulignons que la sociologie féministe se développe au départ, du moins en partie, au sein du courant politiste. Voir par exemple N. Laurin-Frenette, "La libération des femmes", *Socialisme québécois*, no 24, 1974. La sociologie féministe partage aussi la même passion pour la sociologie historique que les courants dominants de la sociologie de l'émancipation durant les années soixante-dix.

<sup>83</sup> Un tel courant se développe actuellement sous l'égide de M. Freitag (voir *Dialectique et société*, tome I et II, Montréal, Albert Saint-Martin, 1986, 1987) et auquel participent des sociologues comme Jacques Mascotto, J.-Y. Simard (*La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979) et G. Gagné (voir ses nombreuses recensions critiques dans *Recherches sociographiques*, dans lesquelles il s'attache souvent à déconstruire la perspective politiste).

politique s'est réalisée dans le procès de formation et de reproduction de l'État keynésien, comment se retraduit la question nationale et la place du Québec dans l'ensemble canadien? Que serait la "société distincte" au sein de l'État "minimum" souhaité par les néo-libéraux, mais dépourvue d'une pensée cléricalo-religieuse pour en tracer les frontières aussi bien dans l'imaginaire que dans des appareils se situant à la marge de la société politique? Comment se réorganiseront les rapports de forces au sein d'une telle société?

Nous y verrons sans doute plus clair dans quelques années.

Gilles BOURQUE  
 Département de sociologie  
 Université du Québec à Montréal

### Résumé

L'analyse de la production sociologique au Québec, de 1945 à 1980, ne saurait être entreprise sans faire référence à la transformation des conditions générales d'énonciation qu'a connue la société québécoise durant cette période. On peut schématiquement regrouper cette sociographie en quatre courants distincts. Le premier, de 1945 à 1960, se donne comme un savoir critique de l'adaptation illustrant l'inadéquation de la référence au traditionalisme. Le début des années soixante marque le passage à la dominance d'une forme de la représentation présentant désormais le Québec comme une société politique. Une sociologie fonctionnelle de l'adaptation se développe dès lors, liée à la mise en place de l'État keynésien. Les années soixante-dix voient au contraire l'affirmation d'une sociologie de l'émancipation. Divisée en deux courants antagonistes, culturaliste et politiste, cette sociologie travaille à la redéfinition d'une société québécoise dorénavant soumise aux pleines déterminations de la modernité.

Mots-clés: Québec, production sociologique, société traditionnelle, société politique, fonctionnalisme, marxisme, culturalisme, nation, classes sociales.

### Summary

The modernity of sociological production in Quebec from 1945 to 1980 cannot be attempted without referring to the transformation in the general conditions of Quebec's expression of itself as a society during this period. We can

---

<sup>84</sup> Comme nous l'avons souligné plus haut, la sociologie des mouvements sociaux et le courant autogestionnaire sont pour plusieurs apparus comme des alternatives permettant de dépasser la crise du maxisme. Voir entre autres les travaux de L. Maheu et de G. Gagnon.

regroup this sociography schematically into four distinct approaches: the first, from 1945 to 1960, presented itself as a form of critical knowledge of adaptation which illustrated the inadequacy of references to traditionalism. The beginning of the 1960s marked the transition towards the predominance of a representational form which thereafter presented Quebec as a political society. In the third tendency a functionalist sociology, linked to the consolidation of the Keynesian state, took root. The 1970s saw in contradistinction the affirmation of a sociology of emancipation. Divided between two mutually antagonistic approaches, culturalist and political, Quebec sociology is working towards the redefinition of a Quebecois society henceforth caught in the determining web of modernity.

Key-words: Quebec, sociological thought, traditional society, political society, functionalism, marxism, culturalism, nation, social classes.

### Resumen

El análisis de la producción sociológica en el Quebec entre 1945 y 1980 no puede soslayar la referencia a la transformación de las condiciones generales de enunciación que ha conocido la sociedad quebequense durante ese período. Esquemáticamente, se pueden observar en la sociografía cuatro corrientes distintas. La primera, de 1945 a 1960, se propone como un saber crítico de la adaptación e ilustra la inadecuación de la referencia al tradicionalismo. El inicio de los años sesenta marca el pasaje a la dominancia de un modo de representación del Quebec como sociedad política. A partir de entonces, se desarrolla una sociología funcional a la adaptación, ligada a la formación del Estado Keynesiano. Los años setenta dan cuenta, en cambio, de la afirmación de una sociología de la emancipación. Dividida en dos corrientes antagonistas, culturalista y politista, esta sociología trabaja la redefinición de una sociedad quebequense plenamente sometida a las determinaciones de la modernidad.

Palabras claves: Quebec; producción sociológica; sociedad tradicional; sociedad política; funcionalismo; marxismo; culturalismo; nación; clases sociales.